

Point 4 e) de l'ordre du jour
Projet de programme de travail et budget pour 2026-2027A/26/4(e) II
Madrid, 28 octobre 2025
Original : anglais

ONU Tourisme agit pour l'environnement. Tous les documents de l'Assemblée générale sont consultables sur le site Web d'ONU Tourisme à l'adresse www.untourism.int ou en utilisant le code QR sur cette page.

**Projet de budget pour 2026-2027****Résumé**

Le Secrétaire général a présenté au Conseil exécutif à sa cent vingt-deuxième session [CE/122/3(c) rev.1] une proposition d'augmentation des contributions statutaires des Membres pour la période biennale 2026-2027. Le Conseil exécutif a décidé de reporter la décision à sa cent vingt-troisième session et demandé à recevoir des informations plus détaillées [décision CE/DEC/4(CXXII)]. Les données financières et statistiques factuelles font apparaître que sur la période allant de 2009 à 2025, l'indice d'inflation cumulée s'établit à 136. Par voie de conséquence, la politique de croissance nominale nulle a entraîné une perte totale de pouvoir d'achat de 8 % des niveaux du budget en valeur réelle par période biennale. En outre, si l'on compare les contributions statutaires des États membres à ONU Tourisme par rapport à des institutions spécialisées des Nations Unies analogues, le fait est que les contributions statutaires dans le cas d'ONU Tourisme sont de 44 % à 3 347 % inférieures aux contributions statutaires dans n'importe quel autre organisme des Nations Unies.

Aussi le Secrétaire général a-t-il soumis à la cent vingt-troisième session du Conseil exécutif, pour approbation, le projet de budget ordinaire de la période 2026-2027, conformément à l'article 23.2 des Statuts, avec des informations détaillées et trois scénarios d'augmentation des contributions statutaires :

- 1) Scénario A : 7,5 % d'augmentation des contributions en 2026 et en 2027, sachant que 7,5 % est le taux maximal d'augmentation possible des contributions statutaires ;
- 2) Scénario B : 4 % d'augmentation des contributions en 2026 et en 2027, ce qui serait un scénario intermédiaire ; et
- 3) Scénario C : 2 % d'augmentation des contributions en 2026 et en 2027, sachant que les prévisions d'inflation du FMI se situent à 2 % pour les années 2026 et 2027.

Suivant la décision CE/DEC/4(CXXIII) par. 20 et 21, adoptée par le Conseil exécutif à sa cent vingt-troisième session, de reporter la décision concernant une augmentation des contributions statutaires des Membres à la prochaine session programmée du Conseil exécutif, le Secrétaire général soumet à la cent vingt-quatrième session du Conseil exécutif, pour approbation, le projet de budget ordinaire pour la période 2026-2027 mettant à jour la ventilation des dépenses budgétaires par scénario et en coordination avec la candidate proposée au poste de Secrétaire général.

Le budget ordinaire proposé pour 2026-2027 prévoit 7,5 % d'augmentation des contributions des Membres pour 2026 par rapport aux contributions 2025 et 7,5 % d'augmentation des contributions 2027 par rapport aux contributions 2026. Les contributions des Membres effectifs et associés sont fixées d'après le barème proposé pour 2026 et 2027. Le barème des contributions proposé est calculé

suivant la Formule de fixation des parts contributives des États membres à l'annexe I du Règlement financier d'ONU Tourisme.

Malgré la hausse notable des montants reçus au titre des contributions volontaires au 31 décembre 2024, qui a été de 241 % depuis 2018, grâce aux efforts stratégiques et fructueux d'expansion et de mobilisation de ressources, le secrétariat ne peut pas compenser entièrement la perte de pouvoir d'achat du budget ordinaire en valeur réelle d'un taux cumulé de 8 % ces 15 dernières années dans le programme de travail 2026-2027.

Les recettes budgétaires inscrites au budget ordinaire de l'Organisation se composent des contributions statutaires des Membres effectifs, associés et affiliés et des allocations. Pour la période biennale 2026-2027, d'autres allocations sont aussi portées en recettes au budget. En valeur réelle, le budget proposé pour 2026 est inférieur de 8 % à celui approuvé pour 2009 (en prenant 2009 comme indice de base) même en tenant compte des allocations de recettes budgétaires additionnelles proposées par le Secrétaire général pour la période biennale 2026-2027. C'est une proposition financièrement plus « serrée » que les périodes biennales précédentes et qui vise à concilier les attentes des Membres en matière de rigueur budgétaire avec le souci de limiter à un minimum les répercussions sur la bonne marche du programme de travail.

PROJET DE RÉSOLUTION¹

Point 4 e) de l'ordre du jour Projet de budget pour 2026-2027 [document A/26/4(e) II]

L'Assemblée générale,

Eu égard à la décision [xx] du Conseil exécutif adoptée à sa cent vingt-quatrième session,

1. *Prend note avec satisfaction et gratitude* de la présentation d'informations détaillées et d'analyses fondées sur des données factuelles concernant les différents scénarios pour le projet de budget ordinaire 2026-2027 ;
2. *Approuve* le projet de budget ordinaire de l'Organisation pour la période 2026-2027, suivant le scénario __ de __% d'augmentation des contributions statutaires, pour un montant total de __ EUR (__ EUR en 2026 et __ EUR en 2027) et autorise le Secrétaire général à l'exécuter comme proposé en fonction des montants recouvrés ;
3. *Approuve* que les recettes budgétaires approuvées pour la prochaine période biennale, suivant le scénario __, soient apportées par les contributions des Membres effectifs et associés à concurrence de __ EUR pour 2026 et de __ EUR pour 2027 (montants arrondis) et que le solde restant à financer soit couvert par les contributions des Membres affiliés, avec les ajustements nécessaires découlant de toute variation du nombre de Membres affiliés, et les autres sources de financement proposées dans ce document ;
4. *Approuve* le barème de contributions proposé pour 2026-2027 suivant le scénario ____ (Annexe I.3) ;
5. *Félicite* le Secrétaire général d'avoir obtenu 241 % d'augmentation des contributions volontaires ces dernières années, pour atteindre 11 350 641 EUR en 2024, grâce aux efforts stratégiques et fructueux d'expansion et de mobilisation de ressources ; et
6. *Approuve également* la proposition du Secrétaire général relative aux contributions fixées pour les Membres affiliés suivant le scénario __ notamment leur allocation, la fin des abattements pour des Membres spécifiques (membres de TedQual) auxquels le Conseil exécutif avait auparavant donné son accord et l'allocation du montant des frais de dossier à acquitter par les nouveaux Membres affiliés entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2026 (Annexe I.13).

¹ Ceci est un projet de résolution. Pour la résolution finale adoptée par l'Assemblée, voir le document des résolutions publié à la fin de la session.

I. **Projet de budget ordinaire pour la période 2026-2027**

A. **Budget ordinaire révisé 2024-2025**

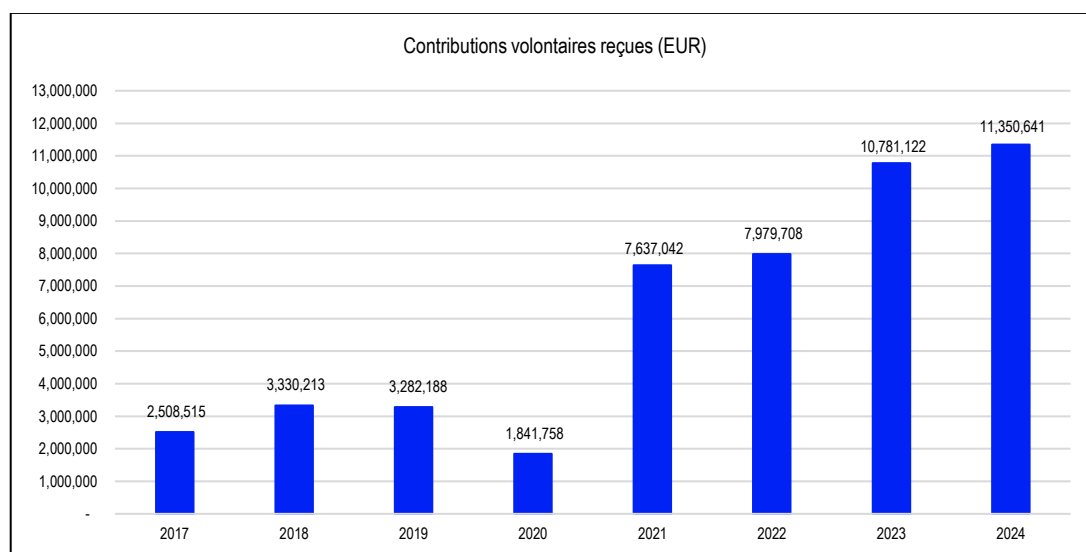
1. L'Assemblée générale, à sa vingt-cinquième session tenue à Samarcande (Ouzbékistan), a approuvé le programme de travail pour la période 2024-2025 [A/25/4(c) rev.1] aux termes de sa résolution A/RES/757(XXV) et le budget ordinaire de l'Organisation pour la période 2024-2025 [A/25/5 rev.2] dans sa résolution A/RES/758(XXV). Le programme de travail a été présenté sous la forme habituelle pour ce document, autour de trois objectifs stratégiques et de cinq priorités programmatiques [\[voir A/26/4\(e\) I\]](#).
2. Il est important de noter que le budget ordinaire de l'Organisation est ventilé par parties et par sections avec des budgets détaillés par sections assimilées aux départements (cf. Annexe I), tandis que le programme de travail de l'Organisation montre les objectifs, les actions et les réalisations, en indiquant les départements responsables, qui correspondent globalement à ceux des parties Relations avec les Membres et Activités opérationnelles [cf. Annexe I du document A/26/4(e) I]. Il est proposé de mener à bien les actions et les réalisations figurant dans le programme de travail à l'aide aussi bien des fonds du budget ordinaire que des fonds des contributions volontaires. Il faut admettre que le présent document ne rattache pas expressément le budget ordinaire aux priorités énoncées. Cependant, comme un budget ordinaire très limité n'offre guère de marge de manœuvre, on a estimé qu'établir très précisément ce lien neutraliserait la capacité de réactivité du secrétariat dans un environnement en constant changement.
3. Adhésion aux valeurs des Nations Unies et multilatéralisme pour réaliser le Programme 2030. La structure du budget ordinaire par programmes comportait quatre grandes parties : A. Activités régionales, B. Activités opérationnelles, C. Appui direct aux Membres et D. Appui indirect aux Membres.
4. L'enveloppe budgétaire de la période biennale 2024-2025 [A/25/5 rev.2] est d'un montant de 31 677 000 EUR ventilé entre les budgets annuels 2024 et 2025, de 15 390 000 EUR et de 16 287 000 EUR, respectivement. L'enveloppe du budget ordinaire 2024-2025 est supérieure de 4 % en valeur nominale et inférieure de 1 % en valeur réelle à l'enveloppe budgétaire 2022-2023.
5. La structure du budget 2024-2025 approuvé par l'Assemblée générale a évolué depuis son approbation en 2023 et jusqu'au 31 décembre 2024 pour ce qui est des crédits budgétaires 2023 et 2024 (cf. Rapport financier d'ONU Tourisme de l'exercice clos le 31 décembre 2024). Les principaux changements concernaient des transferts de postes entre sections, notamment depuis et vers la section des postes vacants et provisions pour avantages du personnel après la cessation de service, laquelle regroupe les postes vacants, et le changement de nom de la section B02.
6. Ces changements à la structure du budget 2024 ont été approuvés par le Conseil exécutif à ses cent vingt et unième et cent vingt-deuxième sessions [CE/DEC/4(CXXI) et CE/DEC/4(CXXII)], en même temps que les propositions du Secrétaire général de modification de la structure au 31 décembre 2024 (cf. Rapport financier d'ONU Tourisme de l'exercice clos le 31 décembre 2024), donnant lieu à la réaffectation de crédits entre sections. Ces changements ont été opérés dans la limite des ressources approuvées.
7. L'annexe I.1 « Budget ordinaire 2024-2025 tel qu'approuvé par l'Assemblée générale à sa vingt-cinquième session [A/RES/758(XXV)] » montre le budget 2024-2025 initialement approuvé. L'annexe I.2 « Budget ordinaire 2024-2025 approuvé, révisé, proposé et adapté à la structure actuelle » montre le budget 2024-2025 révisé suivant la structure actualisée du programme de travail : i) pour les crédits 2024 : 31 décembre 2024 (cf. Rapport financier d'ONU Tourisme de l'exercice clos le 31 décembre 2024) et ii) pour les crédits 2025 : après adaptation à la structure du budget 2024 au 31 décembre 2024 à des fins de comparaison. Indépendamment de ces changements apportés à la structure, l'enveloppe budgétaire de l'Organisation pour 2024-2025 demeure inchangée, à 31 677 000 EUR. La structure d'ultérieurs crédits révisés du budget ordinaire 2025, ne servant pas à des fins de comparaison dans le présent document, comprend : i) pour les crédits 2025 au 31 mars 2025, voir le document CE/123/3(c)(v) approuvé aux termes

de la décision CE/DEC/4(CXXIII) par. 9 et ii) pour les crédits 2025 au 30 juin 2025, voir le document A/26/3(c).

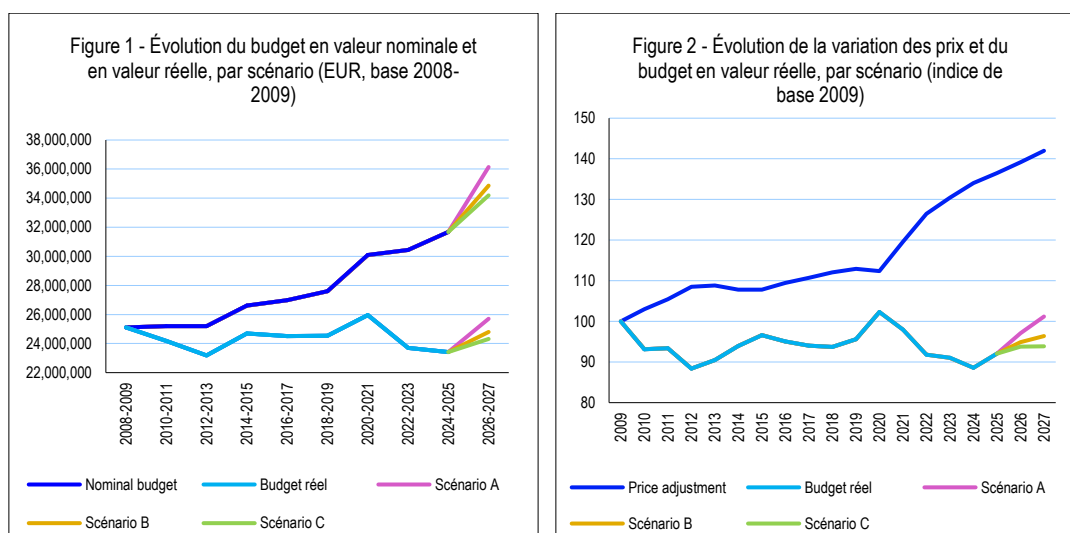
B. Projet de budget ordinaire 2026-2027

8. Depuis 2009 et jusqu'en 2025, les contributions statutaires des Membres, lesquelles constituent la principale source de recettes du budget ordinaire, ont essentiellement conservé une croissance nominale nulle, avec des augmentations lors des années 2014-2015, 2019, 2024-2025. Durant cette période, nonobstant le niveau statique des ressources du budget ordinaire, le programme de travail a été exécuté et continue de l'être en combinant différents procédés, dont la maîtrise rigoureuse des dépenses, le maintien d'un taux élevé de postes vacants et l'utilisation d'excédents de périodes précédentes. Cependant, au cours de cette période, la baisse de pouvoir d'achat en valeur réelle, et donc l'impact sur la disponibilité réelle de ressources, a été d'environ 8 %, les augmentations approuvées des contributions n'étant pas suffisantes pour épouser totalement les effets de l'inflation.
9. De plus, l'augmentation approuvée du nombre de titulaires des catégories D et P en 2023 et 2024 a eu une incidence sur les coûts de personnel. Cet effectif ordinaire est essentiel au maintien de la capacité opérationnelle que possède l'Organisation de mener à bien le programme de travail. On relèvera que déjà pendant la période biennale 2024-2025, certains membres du personnel du secrétariat ont rempli des doubles fonctions, les soumettant à une pression accrue et intenable. De même, la mise en œuvre du programme de travail de base de l'Organisation est en train de devenir excessivement dépendante des contributions volontaires, cette situation faisant courir un risque de non-accomplissement de l'activité/des activités essentielle(s) à moins de disposer de fonds extrabudgétaires. De même, le programme de travail dépend aussi d'une manière excessive des titulaires de contrats de services (personnel affilié), c'est-à-dire pas de fonctionnaires d'ONU Tourisme. Cette pratique n'est assurément pas saine eu égard à la forte rotation chez les titulaires de contrats de services et ne permet pas l'enrichissement du savoir détenu par le personnel du secrétariat sur le long terme.
10. Afin de compenser partiellement l'impact négatif de l'inflation des années précédentes et de maintenir un niveau comparable de capacité opérationnelle au titre du budget ordinaire, le Secrétaire général a présenté au Conseil exécutif à sa cent vingt-deuxième session [CE/122/3(c) rev.1] une proposition d'augmentation des contributions statutaires des Membres à hauteur de 7,5 % en 2026 et 2027. Le Conseil exécutif, à sa cent vingt-deuxième session, a décidé de reporter la décision à la cent vingt-troisième session du Conseil et a demandé à recevoir des informations plus détaillées sur les augmentations proposées. Le Comité du programme et du budget a également sollicité des informations plus détaillées sur les catégories de dépenses et la préparation de différents scénarios d'augmentation des contributions des Membres. Par ailleurs, le Comité était conscient qu'une non-augmentation des contributions entraverait l'exécution des activités au programme (CE/122/PBC28).
11. Aussi le Secrétaire général a-t-il présenté à la cent vingt-troisième session du Conseil exécutif [CE/123/3(c)(v)] des informations détaillées et trois scénarios :
 - 1) Scénario A : 7,5 % d'augmentation des contributions en 2026 et en 2027, ce qui tient compte d'une partie de l'impact négatif de l'inflation sur la capacité qu'a l'Organisation de mener à bien le programme de travail et du fait que 7,5 % est le taux maximal d'augmentation possible des contributions statutaires ;
 - 2) Scénario B : 4 % d'augmentation des contributions en 2026 et 2027, permettant de recouvrer partiellement la capacité en ressources ; et
 - 3) Scénario C : 2 % d'augmentation des contributions en 2026 et 2027, ce qui ne remédie pas à l'impact négatif de l'inflation passée, mais tient compte des prévisions d'inflation qui s'établissent à 2 % pour 2026 et 2027.
12. Dans le scénario A, en valeur réelle, le budget proposé pour 2026 est inférieur à celui approuvé pour 2009 et comparable à celui de 2021 même en tenant compte des allocations de recettes budgétaires additionnelles proposées par le Secrétaire général pour 2026. Les précisions et tableaux budgétaires fournis plus loin expliquent les paramètres retenus pour arriver aux enveloppes budgétaires proposées.

13. Le Conseil exécutif à sa cent vingt-troisième session, dans sa décision CE/DEC/4(CXXIII), par. 20 et 21, a décidé de reporter la décision concernant une augmentation des contributions statutaires des Membres à la cent vingt-quatrième session du Conseil et demandé que la candidate proposée au poste de Secrétaire général travaille avec le secrétariat sur une nouvelle proposition. Le Secrétaire général, en coordination avec la candidate proposée au poste de Secrétaire général en vertu de la décision 6(CXXIII), Mme Cheikha Al Nowais, expose donc dans le présent document le projet de budget ordinaire 2026-2027 avec des informations détaillées et les trois scénarios déjà soumis à la cent vingt-troisième session du Conseil exécutif, ainsi que les dépenses budgétaires par scénario mises à jour par rapport à celles présentées à la cent vingt-troisième session du Conseil exécutif. L'actualisation des dépenses budgétaires par scénario correspond à la proposition du Secrétaire général d'augmenter de trois le nombre de postes pourvus de fonctionnaires des services généraux en 2026, qui a une incidence sur les coûts du personnel fonctionnaire et hors personnel fonctionnaire.
14. Le budget ordinaire proposé pour accomplir le programme de travail proposé à la cent vingt-troisième session du Conseil exécutif [CE/123/3(b)(ii)] et à la vingt-sixième session de l'Assemblée générale [A/26/4(e) partie I] est réalisable, compte tenu des gains d'efficacité obtenus par le secrétariat et du recours accru à la coopération technique et financière avec des tiers.
15. Le budget de l'Organisation n'inclut que les projets prévus au budget ordinaire relevant du Fonds général. D'autres projets du Fonds général ou d'autres fonds (fonds de contributions volontaires et fonds fiduciaires) viendront s'ajouter à la production de l'Organisation et accroître les ressources, et donc les activités, de l'Organisation, en particulier dans le domaine de la coopération technique.
16. Les contributions volontaires reçues au 31 décembre 2024 s'élèvent à 11 350 641 EUR, en hausse significative de 241 % par rapport à celles reçues au 31 décembre 2018 (3 330 213 EUR). Cet accroissement s'explique principalement par la recherche de nouveaux partenariats et la confiance des donateurs. La forte hausse est due aussi à l'établissement et à l'ouverture de bureaux régionaux et thématiques depuis l'approbation par l'Assemblée générale du cadre juridique et opérationnel aux fins de la sélection et de l'établissement des bureaux régionaux et thématiques. Le but des contributions volontaires est de diversifier les sources de financement des activités du programme de travail de l'Organisation en plus du budget ordinaire. Les contributions volontaires des bureaux ont permis au secrétariat d'augmenter l'effectif total toutes catégories confondues (fonctionnaires d'ONU Tourisme et titulaires de contrats de services), donnant les moyens à l'Organisation de mieux accomplir le programme de travail pour les États membres. Cela étant, il convient de relever que c'est la stabilité du financement de base qui permet vraiment de mobiliser plus efficacement des ressources. Par conséquent, l'obtention de contributions volontaires ne doit pas être perçue comme un signal de geler le budget ordinaire si l'on veut a) ne pas trop dépendre d'acteurs extérieurs et b) garder une Organisation souveraine mettant en œuvre les priorités et répondant aux besoins de ses Membres.



1. Enveloppe du budget ordinaire 2026-2027



(1) Contributions statutaires

(a) Cadre réglementaire

17. D'après la formule de fixation des parts contributives des États membres d'ONU Tourisme, l'augmentation des contributions suivant cette formule est plafonnée à 7,5 % par an. Une augmentation plus importante exigerait donc de revoir ce plafond prévu dans la formule. De même, la baisse des contributions suivant cette formule est, elle aussi, plafonnée à 7,5 % par an. Par conséquent, le taux approuvé d'augmentation des contributions ne s'applique pas aux Membres reversés dans un groupe inférieur, ni à ceux qui n'ont pas encore atteint le montant de la contribution de leur groupe. En raison des particularités de la formule d'ONU Tourisme pour fixer les contributions des États membres et de la composition des Membres, il se peut que la variation effective du total des contributions statutaires des Membres après application de la variation provisoire/approuvée soit inférieure à l'augmentation approuvée en pourcentage.

(b) Contributions statutaires par scénario

18. L'application des différents pourcentages provisoires de variation des contributions statutaires donnerait ce qui suit, par scénario, en ce qui concerne le total des contributions statutaires des Membres effectifs et associés pour les années 2026 et 2027 :
- 1) Scénario A (7,5 % d'augmentation des contributions en 2026 et en 2027) : le total des contributions statutaires des Membres effectifs et des Membres associés s'élèverait à 15 458 246 EUR en 2026 et à 16 503 255 EUR en 2027 ;
 - 2) Scénario B (4 % d'augmentation des contributions en 2026 et 2027) : le total des contributions statutaires des Membres effectifs et des Membres associés s'élèverait à 15 105 286 EUR en 2026 et à 15 691 324 EUR en 2027 ; et
 - 3) Scénario C (2 % d'augmentation des contributions en 2026 et 2027) : le total des contributions statutaires des Membres effectifs et des Membres associés s'élèverait à 14 902 848 EUR en 2026 et à 15 225 690 EUR en 2027.
19. Pour ce qui est du total des contributions statutaires à recouvrer en 2026, la différence entre les scénarios A et B est de 352 960 EUR ; entre les scénarios B et C, de 202 438 EUR ; et entre les scénarios A et C, de 555 398 EUR.

20. L'annexe I.3 montre le total des contributions statutaires des Membres effectifs et associés pour la période 2020-2027 ainsi que les pourcentages de variation provisoires/approuvés en termes nominaux et effectifs, par scénario.

(2) Autres allocations

21. Les autres allocations additionnelles au budget ordinaire sont principalement les excédents de trésorerie du budget ordinaire d'années précédentes et l'excédent cumulé du point de vente des publications d'années précédentes. À supposer que ne seraient pas approuvées les allocations additionnelles proposées par le Secrétaire général pour inscrire des ressources supplémentaires en recettes au budget de la période biennale 2026-2027, la perte de pouvoir d'achat s'alourdirait, aggravant encore plus la croissance réelle négative des ressources de l'Organisation.
22. La non-approbation des allocations de recettes budgétaires additionnelles proposées serait très pénalisante pour la capacité de l'Organisation d'administrer et d'exécuter le mandat prévu dans le présent document, notamment de nouveaux domaines de travail. L'impact négatif est d'autant plus prononcé que le secrétariat est de taille relativement modeste et eu égard aux exigences imposées aux organismes qui font partie du système des Nations Unies.

(3) Inflation

(a) Contexte

23. À ses dix-huitième, dix-neuvième, vingt et unième, vingt-deuxième, vingt-troisième et vingt-quatrième sessions, l'Assemblée générale a approuvé les budgets pour 2010-2011 [A/RES/572(XVIII)], 2012-2013 [A/RES/603(XIX)], 2016-2017 [A/RES/651(XXI)], 2018 [A/RES/688(XXII)], 2020-2021 [A/RES/715(XXIII)] et 2022-2023 [A/RES/733(XXIV)], lesquels reflétaient une croissance nominale nulle des contributions des Membres. L'Assemblée générale, à ses vingtième, vingt-deuxième et vingt-cinquième sessions, a approuvé une augmentation des contributions statutaires de 2,8 % en 2014 et en 2015 [A/RES/619(XX)], de 4 % en 2019 [A/RES/688(XXII)] et de 7,5 % en 2024 et 2025 [A/RES/758(XXV)].
24. L'application de cette politique depuis 2010, en tenant compte des augmentations des contributions statutaires des périodes biennales susmentionnées et des autres allocations budgétaires additionnelles, a fait que les budgets de l'Organisation depuis 2009 et jusqu'en 2025 ont enregistré une perte cumulée de pouvoir d'achat de 8 % principalement à cause de l'inflation (au 31 décembre 2025, l'indice d'inflation cumulée s'élève à 136 en prenant comme indice de base 2009). L'annexe I.4 montre l'évolution de l'enveloppe budgétaire, en valeur nominale et en valeur réelle, depuis la période biennale 2008-2009 et jusqu'à la période biennale 2026-2027, suivant les trois scénarios cités. Comme en témoignent ces budgets, pendant plus d'une décennie, les Secrétaires généraux ont déployé d'importants efforts de restructuration visant principalement à réduire les coûts et à réaliser des gains d'efficience dans la limite de l'enveloppe budgétaire.

(b) Inflation et indicateurs de variation des prix

25. ONU Tourisme ayant son siège à Madrid, la plupart de ses dépenses sont encourues en Espagne ou liées aux prix en Espagne, particulièrement les barèmes des traitements des fonctionnaires relevant du budget ordinaire et les coûts opérationnels fixes. Les années passées, l'indicateur de variation des prix en Espagne a été l'indice des prix à la consommation (IPC) établi par l'Institut national espagnol de la statistique (INE²). Pour l'année en cours et les années futures, l'indicateur de variation des prix en Espagne est le taux d'inflation en fin de période des prix à la consommation (variation annuelle en pourcentage) calculé par le Fonds monétaire international (FMI³).
26. Lors du calcul du budget ordinaire 2024-2025 de l'Organisation au 31 mars 2023, l'inflation du budget ordinaire approuvé pour 2024 et 2025 était estimée à 2,8 % et 2,2 %, d'après les

² Indice des prix à la consommation. Base 2021/Taux de variation de l'indice national/Indice général. Institut national espagnol de la statistique (www.ine.es), au 31 décembre 2024 disponible au 15 janvier 2025.

³ Taux d'inflation, prix à la consommation en fin de période (pourcentage de variation annuelle). Fonds monétaire international (www.imf.org) /IMF DataMapper, en octobre 2024 disponible au 31 décembre 2024.

prévisions d'inflation publiées par le FMI (février 2023). Or, au 31 décembre 2024, l'indice des prix à la consommation pour l'Espagne de l'année 2024 publié par l'INE a été de 2,8 % ; quant aux prévisions d'inflation 2025 pour l'Espagne telles qu'établies par le FMI, elles sont de 1,8 %. Pour 2026 et 2027, les prévisions d'inflation pour l'Espagne publiées par le FMI au 31 décembre 2024 étaient de 2,0 % pour chacune de ces deux années.

27. Par conséquent, les variations attendues des prix pour les années 2025-2026-2027 en Espagne ont fait l'objet d'estimations prudentes de la part du Secrétaire général : 1,8 % pour 2025, 2,0 % pour 2026 et 2,0 % pour 2027 en s'appuyant sur les prévisions du FMI. L'annexe I.5 sur les prix et les ajustements statutaires des coûts montre l'évolution de la variation des prix en Espagne par rapport aux budgets approuvés/proposés.

(4) Catégories de coûts par scénario

28. Les principales catégories de coûts sont : i) les coûts du personnel fonctionnaire et ii) les coûts autres que ceux du personnel fonctionnaire. Les coûts du personnel fonctionnaire dépendent principalement : i) des actualisations des barèmes des traitements déterminés par la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) et approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies, et ii) du nombre de postes budgétisés par catégorie et leurs coûts moyens. La capacité qu'a l'Organisation de tenir son programme de travail dépend du nombre de postes budgétisés de fonctionnaires, lequel varie d'un scénario à l'autre. Il n'y a que dans le scénario A que le nombre de postes budgétisés de fonctionnaires est plus élevé en 2026 (3 postes supplémentaires) qu'en 2025. Pour la période biennale 2026-2027, de 67 % à 68 % du budget total de la période biennale sert à couvrir les coûts du personnel fonctionnaire. L'Annexe I.6 présente l'évolution pour 2026-2027 des postes de fonctionnaires, par catégorie et par scénario, par rapport aux périodes biennales précédentes.
29. Les crédits pour les coûts autres que ceux du personnel fonctionnaire varient d'un scénario à l'autre. En 2026-2027, de 32 % à 33 % du budget total de la période biennale va aux coûts autres que ceux du personnel fonctionnaire. Les coûts autres que ceux du personnel fonctionnaire comprennent : i) les coûts du personnel n'ayant pas la qualité de fonctionnaire (15 %), ii) les frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs (de 8 % à 9 %), dont les crédits pour couvrir les avantages du personnel après la cessation de service, soit quelque 49 % à 51 % de ces pourcentages, iii) les voyages (4 %), iv) les services contractuels (3 %) et v) les autres catégories de coûts : fournitures, biens et matériel ; équipement, véhicules et mobilier ; et transferts et subventions, chacune de ces catégories étant égale ou inférieure à 1 %. L'annexe I.7 montre les principales catégories de coûts, par scénario.
30. Par conséquent, l'ensemble des coûts généraux de personnel, incluant les coûts du personnel fonctionnaire, les coûts du personnel n'ayant pas la qualité de fonctionnaire de l'effectif ordinaire et les crédits pour les avantages du personnel après la cessation de service, atteint 86 % à 87 % du total des coûts au budget dans tous les scénarios.
31. L'analyse par catégorie principale de coût et par scénario pendant la période biennale 2026-2027 serait comme suit :
- (1) Scénario A (7,5 % d'augmentation des contributions en 2026 et en 2027) : le nombre de postes budgétisés s'élève à 83 en 2026, soit 3 postes budgétisés de plus qu'en 2025 (80 postes) et 88 en 2027. Le nombre de postes non budgétisés représente 20 % du nombre total de postes (104 postes) en 2026 et 15 % en 2027. Les coûts du personnel fonctionnaire et les coûts autres que ceux du personnel fonctionnaire sont, respectivement, de 67 % et de 33 % (24 220 000 EUR et 11 922 000 EUR, respectivement) ;
 - (2) Scénario B (4 % d'augmentation des contributions en 2026 et 2027) : le nombre de postes budgétisés s'élève à 81 en 2026, soit 1 poste budgétisé de plus qu'en 2025 (80 postes) et 80 en 2027. Le nombre de postes non budgétisés représente 22 % du nombre total de postes (104 postes) en 2026 et 23 % en 2027. Les coûts du personnel fonctionnaire et les coûts autres que ceux du personnel fonctionnaire sont, respectivement, de 67 % et de 33 % (23 197 000 EUR et 11 666 000 EUR, respectivement) ; et
 - (3) Scénario C (2 % d'augmentation des contributions en 2026 et 2027) : le nombre de postes budgétisés s'élève à 81 en 2026, soit 1 poste budgétisé de plus qu'en 2025 (80 postes) et

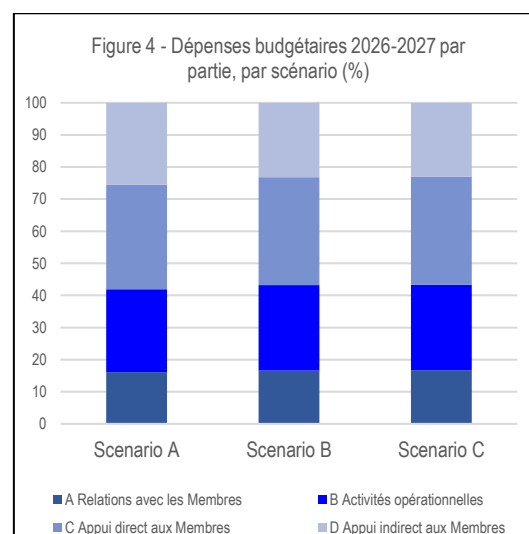
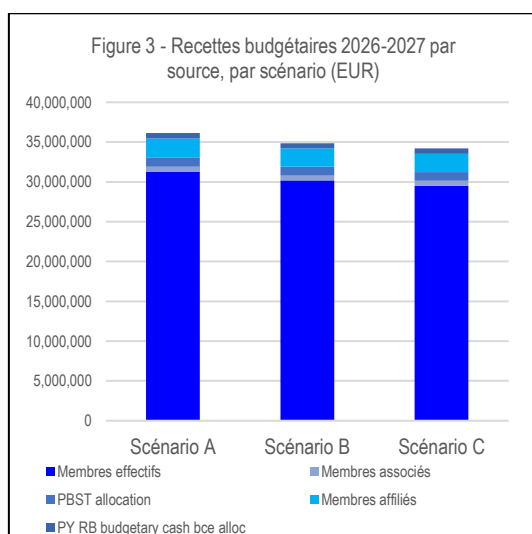
80 en 2027. Le nombre de postes non budgétisés représente 22 % du nombre total de postes (104 postes) en 2026 et 23 % en 2027. Les coûts du personnel fonctionnaire et les coûts autres que ceux du personnel fonctionnaire sont, respectivement, de 67 % et de 32 % (23 197 000 EUR et 10 996 000 EUR respectivement). Les coûts autres que ceux du personnel fonctionnaire ventilés par année s'élèvent à 5 529 000 EUR en 2026 et à 5 467 000 EUR en 2027. Ce sont des montants inférieurs aux dépenses réelles au 31 décembre 2024 (5 663 477 EUR), d'où une diminution réelle des coûts opérationnels par rapport à 2024.

32. En résumé, le scénario A permettrait une légère amélioration de la situation actuelle de l'effectif, dont les carences sont décrites au paragraphe 9 ; le scénario B serait pratiquement un statu quo, c'est-à-dire que persisteraient des carences intenable ; et dans le scénario C, il y aurait une dégradation de la situation.
33. Dans tous les scénarios, les postes budgétisés ne pourraient être occupés que si finalement on recevait effectivement toutes les contributions des Membres, ou arriérés équivalents, ou en réduisant d'autant les coûts autres que ceux du personnel fonctionnaire. En 2024, le taux de recouvrement des contributions des Membres de l'année en cours était de 83 % (86 % en 2023).

(5) Conclusion

34. Compte tenu de ce qui précède, l'intention étant que l'Organisation ait la capacité en ressources voulue pour réaliser le projet de programme de travail, le Secrétaire général propose une augmentation des contributions des Membres pour 2026 de 7,5 % par rapport au niveau de 2025 et pour 2027 de 7,5 % par rapport au niveau de 2026, de manière à : i) compenser en partie l'impact négatif de l'inflation depuis 2009 (l'indice d'inflation cumulée s'établit à 136 au 31 décembre 2025 en prenant comme indice de base 2009), ii) compenser la hausse des coûts du personnel fonctionnaire suivant les barèmes des traitements approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies, et iii) avoir 3 postes budgétisés de plus en 2026 qu'en 2025 et 5 de plus en 2027 qu'en 2025. Ces augmentations proposées des contributions des Membres épongeraient en partie la montée de l'inflation ces dernières années pour l'Organisation durant la période 2009-2025 ; elles ne permettraient pas de pourvoir tous les postes approuvés et le taux de postes vacants se situerait à 20 % en 2026. Le budget ordinaire proposé pour 2026 qui en résulte est, en valeur réelle, comparable à celui de 2021.
35. L'annexe I.8 « Recettes et dépenses budgétaires proposées pour 2026-2027 par rapport à 2024-2025 – Budget ordinaire » présente les recettes et les dépenses budgétaires approuvées pour 2024-2025 et proposées pour 2026-2027, ventilées par scénario. Ainsi que le prescrit la Règle III.7 des Règles de gestion financière d'ONU Tourisme, le budget est présenté par partie, par exercice financier et par période financière dans ce tableau. Des tableaux budgétaires supplémentaires sont fournis dans le présent document à titre d'information, ainsi que l'exige le Règlement financier d'ONU Tourisme.

C. Budget des recettes 2026-2027



36. Les recettes budgétaires du budget ordinaire de l'Organisation sont constituées par les contributions statutaires des Membres effectifs, associés et affiliés et une allocation de l'excédent cumulé de caisse des ventes de publications d'années précédentes. Pour la période biennale 2026-2027, d'autres allocations sont aussi portées en recettes au budget.
37. Les contributions des Membres effectifs et associés sont fixées conformément au barème proposé par scénario pour 2026 et 2027 comme indiqué à l'annexe I.9 « Contributions des Membres effectifs, associés et affiliés ». Les contributions pour 2025 apparaissent aussi dans le barème pour faciliter la comparaison. Le barème des contributions proposé est calculé suivant l'annexe I du Règlement financier d'ONU Tourisme « Formule de fixation des parts contributives des États membres ».
38. Les contributions des Membres affiliés sont fixées d'après le nombre moyen de Membres en se fondant sur l'expérience passée. En 2014, le Conseil exécutif a approuvé un abattement pour certains Membres affiliés spécifiques (membres de TedQual) comme exposé dans le document CE/95/6(c) [CE/DEC/20(XCV)], pour une période de quatre ans jusqu'à la présentation aux Membres, pour examen, d'un bilan de l'impact de cet abattement sur le budget de l'Organisation et de l'opportunité de son maintien. Le Secrétaire général propose d'interrompre cet abattement en se fondant sur l'analyse présentée à l'annexe I.13.A.
39. Les autres allocations additionnelles sont les suivantes :
 - a) L'allocation provenant de l'excédent cumulé de caisse d'années précédentes du point de vente des publications est proposée à hauteur d'un montant total de 1 100 000 EUR sur la base du solde de trésorerie disponible de ce projet en tenant compte des déductions d'années précédentes pour les crédits et de la continuité de l'activité. Cette allocation est ventilée à raison de 600 000 EUR et de 500 000 EUR, respectivement, pour les années du budget ordinaire 2026 et 2027. Cela représente une augmentation significative, par rapport aux périodes biennales précédentes, de la même source de financement ;
 - b) De plus, le Secrétaire général propose d'utiliser comme ressources portées aux recettes budgétaires l'allocation du solde de trésorerie budgétaire du budget ordinaire 2023 (670 660 EUR) comme approuvé par la résolution A/RES/758(XXV) relative au document A/25/5 rev.2. Cette allocation du solde de trésorerie budgétaire du budget ordinaire d'une année passée est ventilée à concurrence de 350 000 EUR et de 320 660 EUR par année du budget ordinaire 2026 et 2027, respectivement. Cette allocation est inférieure à celle de la période biennale 2024-2025 effectuée au même titre (1 273 025 EUR).

D. Budget des dépenses 2026-2027

40. Comme lors des périodes biennales précédentes, les dépenses sont maintenues à l'équilibre avec les recettes budgétisées, évitant ainsi à l'Organisation d'être en déficit ou de laisser des ressources inexploitées. La structure du budget pour 2026-2027 conserve dans ses grandes lignes la structure du budget 2024-2025 révisée et proposée au 31 décembre 2024 comme expliqué ci-dessus.
41. L'annexe I.11 « Crédits proposés 2026-2027 et crédits 2024-2025 approuvés, révisés, proposés et adaptés aux crédits de la structure actuelle – Analyse des changements par parties et par sections – Budget ordinaire » montre le budget proposé pour 2026-2027 par scénario comparé au budget approuvé pour 2024-2025 adapté à la structure proposée au 31 décembre 2024 à des fins de comparaison.
42. Les provisions pour les avantages du personnel après la cessation de service se fondent principalement sur les décaissements annuels attendus (méthode de comptabilisation au décaissement *pay-as-you-go*) et les coûts des services rendus au titre de l'assurance maladie après la cessation de service et autres avantages après la cessation de service. Des informations détaillées sur les engagements au titre des avantages du personnel après la cessation de service figurent dans le Rapport financier et états financiers vérifiés d'ONU Tourisme de l'exercice clos le 31 décembre 2024. Le niveau des crédits des avantages du personnel après la cessation de service en 2026 a été accru de 100 000 EUR par rapport à 2025 en se fondant sur l'évaluation actuarielle des coûts des services pour 2026. Le niveau des crédits des avantages du personnel après la cessation de service en 2027 a été accru de 100 000 EUR par rapport à 2026.

43. L'annexe I.12 « Proposition de crédits du projet de budget 2026-2027 – Budget ordinaire » montre le budget pour chacune des années (2026 et 2027), par partie et section, par scénario.

Annex I: 2024-2025 Regular Budget as approved by the 25th General Assembly (A/RES/758(XXV))

2024-2025 Regular Budget as approved by the 25th General Assembly

at 31 March 2023

Euros

Parts / sections ²	Posts ¹		Appropriations								
			2024			2025			2024-2025		
	P	G	Staff	Non-staff	Total	Staff	Non-staff	Total	Staff	Non-staff	Total
Total	55	51	10,845,000	4,545,000	15,390,000	11,332,000	4,955,000	16,287,000	22,177,000	9,500,000	31,677,000
<i>A Member Relations</i>	12	4	2,176,000	509,000	2,685,000	2,276,000	550,000	2,826,000	4,452,000	1,059,000	5,511,000
A01 Regional Programme, Africa	4	0	616,000	134,000	750,000	644,000	145,000	789,000	1,260,000	279,000	1,539,000
A02 Regional Programme, Americas	2	2	472,000	87,000	559,000	494,000	94,000	588,000	966,000	181,000	1,147,000
A03 Regional Programme, Asia and the Pacific	4	0	616,000	87,000	703,000	644,000	94,000	738,000	1,260,000	181,000	1,441,000
A04 Regional Programme, Europe	1	1	236,000	134,000	370,000	247,000	145,000	392,000	483,000	279,000	762,000
A05 Regional Programme, Middle East	0	0	0	67,000	67,000	0	72,000	72,000	0	139,000	139,000
A06 Affiliate Members	1	1	236,000	0	236,000	247,000	0	247,000	483,000	0	483,000
<i>B Operational</i>	16	10	3,284,000	780,000	4,064,000	3,436,000	842,000	4,278,000	6,720,000	1,622,000	8,342,000
B01 Sustainable Development of Tourism	4	1	698,000	67,000	765,000	730,000	72,000	802,000	1,428,000	139,000	1,567,000
B02 Technical Cooperation and Silk Road	2	2	472,000	8,000	480,000	494,000	9,000	503,000	966,000	17,000	983,000
B03 Statistics	2	2	472,000	55,000	527,000	494,000	59,000	553,000	966,000	114,000	1,080,000
B04 Tourism Market Intelligence and Competitiveness	2	2	472,000	150,000	622,000	494,000	162,000	656,000	966,000	312,000	1,278,000
B05 Ethics, Culture and Social Responsibility	1	2	318,000	51,000	369,000	333,000	55,000	388,000	651,000	106,000	757,000
B06 Innovation, Education and Investments	3	0	462,000	398,000	860,000	483,000	430,000	913,000	945,000	828,000	1,773,000
B07 Institutional Relations and Partnerships	2	1	390,000	51,000	441,000	408,000	55,000	463,000	798,000	106,000	904,000
<i>C Support - Direct to Members</i>	14	9	3,343,000	1,215,000	4,558,000	3,483,000	1,311,000	4,794,000	6,826,000	2,526,000	9,352,000
C01 Conferences Services	3	1	544,000	134,000	678,000	569,000	145,000	714,000	1,113,000	279,000	1,392,000
C02 Management	10	6	2,481,000	852,000	3,333,000	2,581,000	919,000	3,500,000	5,062,000	1,771,000	6,833,000
C03 Communications	1	2	318,000	229,000	547,000	333,000	247,000	580,000	651,000	476,000	1,127,000
<i>D Support - Indirect to Members</i>	13	28	2,042,000	2,041,000	4,083,000	2,137,000	2,252,000	4,389,000	4,179,000	4,293,000	8,472,000
D01 Budget and Finance	3	1	544,000	340,000	884,000	569,000	365,000	934,000	1,113,000	705,000	1,818,000
D02 Human Resources	1	1	236,000	304,000	540,000	247,000	328,000	575,000	483,000	632,000	1,115,000
D03 Information and Communication Technology	1	2	318,000	454,000	772,000	333,000	489,000	822,000	651,000	943,000	1,594,000
D04 General Services	0	4	328,000	343,000	671,000	344,000	370,000	714,000	672,000	713,000	1,385,000
D05 Staff vacancies & ASEB Provisions	8	20	616,000	600,000	1,216,000	644,000	700,000	1,344,000	1,260,000	1,300,000	2,560,000

Remarks:

¹ P posts include from P and above posts² As per 2024-2025 draft regular budget structure names proposal.

Annex I.2: 2024-2025 Regular Budget as approved, revised, proposed and adapted to current structure

2024-2025 Regular budget appropriations as approved, proposed and adapted to current structure at 31 December 2024

Euros

Parts / sections	Posts ¹		2024			2025			Appropriations ²		
			2024			2025			2024-2025		
	P	G	Staff	Non-staff	Total	Staff	Non-staff	Total	Staff	Non-staff	Total
Total	55	49	10,845,000	4,545,000	15,390,000	11,332,000	4,955,000	16,287,000	22,177,000	9,500,000	31,677,000
<i>A Member Relations</i>	12	3	2,094,000	509,000	2,603,000	2,190,000	550,000	2,740,000	4,284,000	1,059,000	5,343,000
A01 Regional Department, Africa	4	0	616,000	134,000	750,000	644,000	145,000	789,000	1,260,000	279,000	1,539,000
A02 Regional Department, Americas	1	2	318,000	87,000	405,000	333,000	94,000	427,000	651,000	181,000	832,000
A03 Regional Department, Asia and the Pacific	4	0	616,000	87,000	703,000	644,000	94,000	738,000	1,260,000	181,000	1,441,000
A04 Regional Department, Europe	2	0	308,000	134,000	442,000	322,000	145,000	467,000	630,000	279,000	909,000
A05 Regional Department, Middle East	0	0	0	67,000	67,000	0	72,000	72,000	0	139,000	139,000
A06 Affiliate Members and Public-Private Collaboration	1	1	236,000	0	236,000	247,000	0	247,000	483,000	0	483,000
<i>B Operational</i>	15	8	2,966,000	780,000	3,746,000	3,103,000	842,000	3,945,000	6,069,000	1,622,000	7,691,000
B01 Sustainable Tourism and Resilience	4	1	698,000	67,000	765,000	730,000	72,000	802,000	1,428,000	139,000	1,567,000
B02 International Development and Cooperation	2	2	472,000	8,000	480,000	494,000	9,000	503,000	966,000	17,000	983,000
B03 Statistics, Standards and Data	2	1	390,000	55,000	445,000	408,000	59,000	467,000	798,000	114,000	912,000
B04 Market Intelligence, Policies and Competitiveness	2	2	472,000	150,000	622,000	494,000	162,000	656,000	966,000	312,000	1,278,000
B05 Ethics, Culture and Social Responsibility	0	2	164,000	51,000	215,000	172,000	55,000	227,000	336,000	106,000	442,000
B06 Innovation, Education and Investments	2	0	308,000	398,000	706,000	322,000	430,000	752,000	630,000	828,000	1,458,000
B07 Institutional Relations, Partnerships and Advocacy	3	0	462,000	51,000	513,000	483,000	55,000	538,000	945,000	106,000	1,051,000
<i>C Support - Direct to Members</i>	17	8	3,887,000	1,215,000	5,102,000	4,052,000	1,311,000	5,363,000	7,939,000	2,526,000	10,465,000
C01 Conferences Services	4	0	616,000	134,000	750,000	644,000	145,000	789,000	1,260,000	279,000	1,539,000
C02 Management ³	12	6	2,953,000	852,000	3,805,000	3,075,000	919,000	3,994,000	6,028,000	1,771,000	7,799,000
C03 Communications	1	2	318,000	229,000	547,000	333,000	247,000	580,000	651,000	476,000	1,127,000
<i>D Support - Indirect to Members</i>	11	30	1,898,000	2,041,000	3,939,000	1,987,000	2,252,000	4,239,000	3,885,000	4,293,000	8,178,000
D01 Budget and Finance	3	1	544,000	340,000	884,000	569,000	365,000	934,000	1,113,000	705,000	1,818,000
D02 Human Resources	1	1	236,000	304,000	540,000	247,000	328,000	575,000	483,000	632,000	1,115,000
D03 Information and Communication Technology	1	2	318,000	454,000	772,000	333,000	489,000	822,000	651,000	943,000	1,594,000
D04 General Services	0	3	246,000	343,000	589,000	258,000	370,000	628,000	504,000	713,000	1,217,000
D05 Staff vacancies & ASEB Provisions	6	23	554,000	600,000	1,154,000	580,000	700,000	1,280,000	1,134,000	1,300,000	2,434,000

Remarks:

¹ P posts include from P and above posts.² Before transfers. In accordance to parts/sections structure and appropriations approved originally by A/RES/758(XXV) of A/25/5.rev.2 and CE/DEC/4(CXXI) of CE/121/3(c), CE/DEC/4(CXXI) of CE/121/3(c) and CE/DEC/4(CXXII) of CE/122/3(c) and the Secretary-General proposal of structure modification at 31 December 2024. Staff costs appropriations transfers are based on annual average staff costs by category.

The 2024-2025 approved Regular Budget (A/25/5.rev.2 approved by A/RES/758(XXV)) included 106 posts, 24 unbudgeted staff posts and 82 budgeted staff costs. The Secretary-General proposal of structure modification at 31 March 2024 (CE/121/3(c) approved by CE/DEC/4(CXXII)) and at 31 December 2024 includes two additional D posts which were not part of the budgeted posts of the approved 2024-2025 Regular Budget. Therefore, in order to maintain a balanced budget, two P and two G posts costs, including an adjustment difference, have been used to compensate the unbudgeted additional two D posts cost. In consequence, the number of posts has decreased from 106 to 104, i.e. 24 unbudgeted staff posts and 80 budgeted staff costs.

³ C02 Management includes Office of the Secretary-General, Security, Legal Counsel, Executive Directors and Administration & Finance Director.

Annex I.3: Total Full and Associate Members assessed contributions

Total Full and Associate Members assessed contributions

at 31 December 2024

Euros

Year	Scale*	Scenario A		Scenario B			Scenario C			Differences between scenarios		
		% CY/PY		% CY/PY			% CY/PY					
		Actual	Appr/draft	Scale*	Actual	Appr/draft	Scale*	Actual	Appr/draft	A-C	B-C	A-B
2027	16,503,255	6.33	7.50	15,691,324	3.73	4.00	15,225,690	2.12	2.00	1,277,565	465,634	811,931
2026	15,458,246	5.46	7.50	15,105,286	3.25	4.00	14,902,848	1.94	2.00	555,398	202,438	352,960
2025	14,614,441	6.07	7.50	14,614,441	6.07	7.50	14,614,441	6.07	7.50			
2024	13,726,751	4.56	7.50	13,726,751	4.56	7.50	13,726,751	4.56	7.50			
2023	13,100,338	-1.65	0.00	13,100,338	-1.65	0.00	13,100,338	-1.65	0.00			
2022	13,316,651	-0.01	0.00	13,316,651	-0.01	0.00	13,316,651	-0.01	0.00			
2021	13,318,093	0.36	0.00	13,318,093	0.36	0.00	13,318,093	0.36	0.00			
2020	13,269,841	0.79	0.00	13,269,841	0.79	0.00	13,269,841	0.79	0.00			

Remarks:

2023 includes adjustment of Russian Federation due to its withdrawal on 26 April 2022 (EUR -222,798).

2024-2025 includes typing correction of Antigua and Barbuda (EUR -12,874 in 2025; EUR -11,976 in 2024).

2020-2021 includes typing correction related to Comoros (EUR -2,785 in 2020 and 2021).

Annex I.4: Regular Budget envelope evolution: Nominal vs Real

Budget envelope evolution: Nominal vs Real at 31 December 2024

Euro

Biennia	Scenario A		Scenario B		Scenario C	
	Nominal budget	Real budget	Nominal budget	Real budget	Nominal budget	Real budget
2026-2027	36,142,000	25,703,000	34,863,000	24,797,000	34,193,000	24,322,000
2024-2025	31,677,000	23,416,000	31,677,000	23,416,000	31,677,000	23,416,000
2022-2023	30,438,000	23,700,000	30,438,000	23,700,000	30,438,000	23,700,000
2020-2021	30,096,000	25,960,000	30,096,000	25,960,000	30,096,000	25,960,000
2018-2019	27,603,000	24,541,000	27,603,000	24,541,000	27,603,000	24,541,000
2016-2017	26,984,000	24,510,000	26,984,000	24,510,000	26,984,000	24,510,000
2014-2015	26,616,000	24,698,000	26,616,000	24,698,000	26,616,000	24,698,000
2012-2013	25,200,000	23,184,000	25,200,000	23,184,000	25,200,000	23,184,000
2010-2011	25,200,000	24,176,000	25,200,000	24,176,000	25,200,000	24,176,000
2008-2009	25,110,000	25,110,000	25,110,000	25,110,000	25,110,000	25,110,000

Remarks:

Nominal budget approved/proposed budget.

Real budget: Base 2008-2009 budget updated by price adjustment index: a) 2008-2024 CPI for Spain (source INE) and, b) 2025-2027 UN Tourism estimate of inflation for Spain (source IMF).

Annex I.5: Price and statutory cost adjustments

1. The purpose of this Annex is to provide information on price adjustments and statutory cost adjustments. Due to the nature of these adjustments, prices and statutory cost adjustments have an impact on the expenses incurred by the Secretariat, irrespective of whether an additional budget provision is made for them or not.

Price adjustment indicators

2. As UN Tourism Headquarters is in Madrid, most of UN Tourism expenses of the Regular Budget are incurred or are related to prices in Spain. The relevant price adjustment indicator for Spain is the Consumer Price Index (CPI) as provided by the Spanish National Statistics Institute ("Instituto Nacional de Estadística" (INE)). CPI for Spain for the years 2008 to 2024 as published by INE is shown below. Nevertheless, INE does not provide CPI forecasts for the years 2025 and beyond. By contrast, price adjustment indicators forecast for Spain (CPI, inflation, Gross domestic product (GDP) deflator, Harmonized index of consumer prices (HICP)) are published by other sources such as International Monetary Fund (IMF), Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), or Bank of Spain ("Banco de España" (BDE)). After analysing them, the Secretary-General has considered reasonable to choose 1.8% as the price adjustment for Spain for 2025, 2.0% for 2026 and 2.0% for 2027 based on the inflation indicator published by the IMF⁴ (Inflation rate, end of period consumer prices (Annual percent change)).
3. For the purpose of assessing the evolution of prices in Spain and the cumulative inflation since 2009, the annual CPI for Spain as provided by INE for the years 2009-2024 as well as UN Tourism price adjustment estimates for the years 2025-2026-2027 have been analysed. The table below, "Evolution of price adjustment for Spain vs. approved/proposed budgets", shows the evolution of the price adjustment for Spain, the price adjustment base index (base 100 for 2009), the approved and proposed nominal budget, the real budget (based 2009) and the real budget variation with respect to 2009 nominal budget per each of the scenario. Using as base index 2009, the purchasing-power loss at 2025 due to inflation amounts to 8%.
4. The analysis per main cost category and scenario in the biennium 2026-2027 would be as follows:
 - (a) Scenario A (7.5% contributions increase in 2026 and in 2027): Using as base index 2009, the purchasing-power due to inflation will amount to -3% at 2026 and to 1% in 2027. The 2027 RB at 2027 will be similar to the one of 2020 in real terms;
 - (b) Scenario B (4% contributions increase in 2026 and 2027): Using as base index 2009, the purchasing-power due to inflation will amount to -5% at 2026 and to -4% in 2027. The 2027 RB at 2027 will be similar to the one of 2019 in real terms; and
 - (c) Scenario C (2% contributions increase in 2026 and 2027): Using as base index 2009, the purchasing-power due to inflation will amount to -6% at 2026 and to -6% in 2027. The 2027 RB at 2027 will be similar to the one of 2018 in real terms.

⁴ Inflation rate, end of period consumer prices (Annual percent change). International Monetary Fund (www.imf.org) /IMF DataMapper, at October 2024 available at 31 December 2024.

Evolution of price adjustment for Spain vs. approved/proposed Members contribution variation
at 31 December 2024

Euro

				Scenario A								Scenario B								Scenario C							
Price adjustment ¹				Nominal budget				Real budget				Nominal budget				Real budget				Nominal budget				Real budget			
	% Members contrib	% CY/PY	Base index 2009	Annual	Biennia	% CY/PY	Annual- base 2009 rounded	Biennia	% CY/PY	%CY/ base 2009	Annual	Biennia	% CY/PY	Annual- base 2009 rounded	Biennia	% CY/PY	%CY/ base 2009	Annual	Biennia	% CY/PY	Annual- base 2009 rounded	Biennia	% CY/PY	%CY/ base 2009			
2027		2.00	141.98	18,627,000	36,142,000	6.4	13,120,000	25,703,000	4.26	1.22	17,737,000	34,863,000	3.57	12,493,000	24,797,000	1.5	-3.62	17,270,000	34,193,000	2.05	12,164,000	24,322,000	0.1	-6.16			
2026		2.00	139.19	17,515,000		7.5	12,583,000		5.43	-2.92	17,126,000		5.15	12,304,000		3.1	-5.08	16,923,000		3.90	12,158,000		1.9	-6.20			
2025	7.50	1.80	136.47	16,287,000	31,677,000	5.8	11,935,000	23,416,000	3.96	-7.92	16,287,000	31,677,000	5.83	11,935,000	23,416,000	4.0	-7.92	16,287,000	31,677,000	5.83	11,935,000	23,416,000	4.0	-7.92			
2024	7.50	2.80	134.05	15,390,000		0.0	11,481,000		-2.72	-11.43	15,390,000		0.00	11,481,000		-2.7	-11.43	15,390,000		0.00	11,481,000		-2.7	-11.43			
2023	0.00	3.10	130.40	15,390,000	30,438,000	2.3	11,802,000	23,700,000	-0.80	-8.95	15,390,000	30,438,000	2.27	11,802,000	23,700,000	-0.8	-8.95	15,390,000	30,438,000	2.27	11,802,000	23,700,000	-0.8	-8.95			
2022	0.00	5.70	126.48	15,048,000		-1.0	11,898,000		-6.32	-8.21	15,048,000		-0.98	11,898,000		-6.3	-8.21	15,048,000		-0.98	11,898,000		-6.3	-8.21			
2021	0.00	6.50	119.66	15,197,000	30,096,000	2.0	12,700,000	25,960,000	-4.23	-2.02	15,197,000	30,096,000	2.00	12,700,000	25,960,000	-4.2	-2.02	15,197,000	30,096,000	2.00	12,700,000	25,960,000	-4.2	-2.02			
2020	0.00	-0.50	112.36	14,899,000		6.5	13,260,000		7.00	2.30	14,899,000		6.47	13,260,000		7.0	2.30	14,899,000		6.47	13,260,000		7.0	2.30			
2019	4.00	0.80	112.92	13,994,000	27,603,000	2.8	12,393,000	24,541,000	2.01	-4.39	13,994,000	27,603,000	2.83	12,393,000	24,541,000	2.0	-4.39	13,994,000	27,603,000	2.83	12,393,000	24,541,000	2.0	-4.39			
2018	0.00	1.20	112.02	13,609,000		0.9	12,148,000		-0.33	-6.28	13,609,000		0.87	12,148,000		-0.3	-6.28	13,609,000		0.87	12,148,000		-0.3	-6.28			
2017	0.00	1.10	110.70	13,492,000	26,984,000	0.0	12,188,000	24,510,000	-1.09	-5.97	13,492,000	26,984,000	0.00	12,188,000	24,510,000	-1.1	-5.97	13,492,000	26,984,000	0.00	12,188,000	24,510,000	-1.1	-5.97			
2016	0.00	1.60	109.49	13,492,000		0.0	12,322,000		-1.57	-4.93	13,492,000		0.00	12,322,000		-1.6	-4.94	13,492,000		0.00	12,322,000		-1.6	-4.94			
2015	2.80	0.00	107.77	13,492,000	26,616,000	2.8	12,520,000	24,698,000	2.80	-3.41	13,492,000	26,616,000	2.80	12,520,000	24,698,000	2.8	-3.41	13,492,000	26,616,000	2.80	12,520,000	24,698,000	2.8	-3.41			
2014	2.80	-1.00	107.77	13,124,000		2.8	12,178,000		3.83	-6.05	13,124,000		2.80	12,178,000		3.8	-6.05	13,124,000		2.80	12,178,000		3.8	-6.05			
2013	0.00	0.30	108.86	12,767,000	25,200,000	2.7	11,728,000	23,184,000	2.38	-9.52	12,767,000	25,200,000	2.69	11,728,000	23,184,000	2.4	-9.52	12,767,000	25,200,000	2.69	11,728,000	23,184,000	2.4	-9.52			
2012	0.00	2.90	108.53	12,433,000		-2.6	11,456,000		-5.36	-11.62	12,433,000		-2.62	11,456,000		-5.4	-11.62	12,433,000		-2.62	11,456,000		-5.4	-11.62			
2011	0.00	2.40	105.47	12,767,000	25,200,000	2.7	12,105,000	24,176,000	0.28	-6.61	12,767,000	25,200,000	2.69	12,105,000	24,176,000	0.3	-6.61	12,767,000	25,200,000	2.69	12,105,000	24,176,000	0.3	-6.61			
2010	0.00	3.00	103.00	12,433,000		-4.1	12,071,000		-6.87	-6.87	12,433,000		-4.08	12,071,000		-6.9	-6.87	12,433,000		-4.08	12,071,000		-6.9	-6.87			
2009	0.00	0.80	100.00	12,962,000	25,110,000	6.7	12,962,000	25,110,000	6.70	0.0	12,962,000	25,110,000	6.70	12,962,000	25,110,000	6.7	0.0	12,962,000	25,110,000	6.70	12,962,000	25,110,000	6.7	0.0			

Remarks:

¹ % CY/PY: a) 2029-2024: Consumer Price Index for Spain. 2021 Base/National Index Variation Rate/General Index. National Statistics Institute of Spain (www.ine.es) at 31 December 2024 available at 15 January 2025 and, b) 2025-2027: Inflation rate, end of period consumer prices (Annual percent change). International Monetary Fund (www.imf.org) /IMF DataMapper, at October 2024 available at 31 December 2024.

Statutory costs adjustments

5. The remuneration of staff in the Professional and higher categories consists of a base salary and a post adjustment. The base salary scale is published, and periodically updated, by the International Civil Service Commission (ICSC) in New York. The ICSC also publishes a monthly post adjustment index, reflecting the evolution of the cost of living at UN Tourism's Headquarters and other duty stations around the world. Since UN Tourism is a specialized agency of the United Nations and the leading United Nations agency in Spain, it cooperates with ICSC periodically in conducting "place-to-place surveys" to determine the level of the cost of living at Madrid for United Nations system officials. Surveys are normally conducted every five years. The last place-to-place survey for Madrid took place in late 2021 and the result was a positive change in net remuneration and net take-home pay of 4.8% and 5.6% respectively, for staff members in the Professional and higher categories, applicable since 1 August 2022. The cost estimates for this staff category in 2026-2027 have been based on the planned staffing level for the biennium, taking as reference the base and pensionable salary scales in force on September 2024, statutory increments due, plus an adjusted provision for salary growth (price adjustment plus productivity growth⁵) for the possible annual increase in the cost of living and due to personnel seniority.
6. The estimated costs for General Service staff for 2026-2027 are based on the budgeted staffing level in this category. The salary scale for General Service officials is published by the ICSC and is expressed in euros. The ICSC has determined the annual increases by reference to the Madrid cost of living index. The salary scale effective October 2023 has been used to determine staff costs in this category, after making allowance for statutory increments and annual provision for salary growth (price adjustment plus productivity growth) in the cost of living for Spain. This scale has been established by the United Nations on the basis of the results of the comprehensive survey carried out in Madrid in October 2016. Surveys are normally conducted every eight to ten years.
7. The analysis per scenario would be as follows:
 - (a) Scenario A (7.5% contributions increase in 2026 and in 2027): The combined effect of these costs budgetary adjustments in both main categories amounts to EUR 4,465,000 for the period 2026-2027. Therefore, in order to remain within the proposed budgeted staff cost of EUR 24,220,000 for the period 2026-2027, EUR 11,633,000 in 2026 and EUR 12,587,000 in 2027, the shortfall has to be compensated through the non-filling of vacant positions by 21 vacancies unbudgeted (21 G) in 2026 and 16 ones (16 G) in 2027 resulting in an effective decline in the staff strength on positions effectively filled;
 - (b) Scenario B (4% contributions increase in 2026 and 2027): The combined effect of these costs budgetary adjustments in both main categories amounts to EUR 3,186,000 for the period 2026-2027. Therefore, in order to remain within the proposed budgeted staff cost of EUR 23,197,000 for the period 2026-2027, EUR 11,394,000 in 2026 and EUR 11,803,000 in 2027, the shortfall has to be compensated through the non-filling of vacant positions by 24 vacancies unbudgeted (1P and 22 G) in 2026 and (1P and 23 G) in 2027 resulting in an effective decline in the staff strength on positions effectively filled; and
 - (c) Scenario C (2% contributions increase in 2026 and 2027): The combined effect of these costs budgetary adjustments in both main categories amounts to EUR 2,516,000 for the period 2026-2027. Therefore, in order to remain within the proposed budgeted staff cost of EUR 23,197,000 for the period 2026-2027, EUR 11,394,000 in 2026 and EUR 11,803,000 in 2027, the shortfall has to be compensated through the non-filling of vacant positions by 26 vacancies unbudgeted (1P and 22 G) in 2026 and (1P and 23 G) in 2027 resulting in an effective decline in the staff strength on positions effectively filled.
8. This non-filing of all vacant positions in all scenarios leads to increased demands on the existing staff to cover the shortfalls and is not sustainable without damaging the operational viability of the Organization. (Annex I.6 shows staff posts evolution by category).
9. The basis for calculating contributions to the United Nations Joint Staff Pension Fund (UNJSPF) is unchanged with respect to the period 2020-2021. In effect, of the total contribution rate of 23.7 per cent

⁵ Productivity growth indicator is based on salary scales grades/steps increases per staff category at September 2024. 1.58% (average for all staff categories) has been considered the adjusted productivity growth indicator in 2026 and 2027.

(the rate currently applicable in the UNJSPF), the two-thirds financed by the Organization will amount in this case to 15.8 per cent of pensionable remuneration for the financial years 2026 and 2027. It should be mentioned that the contribution to the fund must be in USD. If the USD strengthens against the EUR, UN Tourism's contribution to the Fund may result in significant additional costs.

10. For the purpose of the 2026-2027 budget, the staff health and accident insurance premium rates are estimated to increase by 2.75% with respect to those applied in September 2024. Therefore, the rate foreseen to be contributed by the Organization would be 10.72% in 2026 and 2027 (7.97% at September 2024) of gross staff remuneration.
11. For other staff benefits, previous years' experience and the estimated increase of inflation have been taken into account.

Annex I.6: Staff posts evolution by category

Staff posts evolution by category
at 31 August 2025

	2024-2025 ²			2026			2026-2027		
							2027		
	Unbudgeted	Budgeted	Total	Unbudgeted	Budgeted	Total	Unbudgeted	Budgeted	Total
Scenario A	24	80	104	21	83	104	16	88	104
Higher categories ¹	2	5	7	0	6	6	0	6	6
Secretary-General (SG)		1	1	0	1	1	0	1	1
Deputy/Assistant SG	1		1	0	0	0	0	0	0
Executive Directors, Directors (D2,D1)	1	4	5	0	5	5	0	5	5
Professional category	2	46	48	0	49	49	0	49	49
General services category	20	29	49	21	28	49	16	33	49
Scenario B	24	80	104	23	81	104	24	80	104
Higher categories ¹	2	5	7	0	6	6	0	6	6
Secretary-General (SG)	0	1	1	0	1	1	0	1	1
Deputy/Assistant SG	1	0	1	0	0	0	0	0	0
Executive Directors, Directors (D2,D1)	1	4	5	0	5	5	0	5	5
Professional category	2	46	48	1	48	49	1	48	49
General services category	20	29	49	22	27	49	23	26	49
Scenario C	24	80	104	23	81	104	24	80	104
Higher categories ¹	2	5	7	0	6	6	0	6	6
Secretary-General (SG)	0	1	1	0	1	1	0	1	1
Deputy/Assistant SG	1	0	1	0	0	0	0	0	0
Executive Directors, Directors (D2,D1)	1	4	5	0	5	5	0	5	5
Professional category	2	46	48	1	48	49	1	48	49
General services category	20	29	49	22	27	49	23	26	49

Remarks:

¹ Higher categories include: Secretary-General (SG), Deputy Secretary-General (DSG), Assistant Secretary-General (ASG), Executive Directors (ED) and D category.

² In accordance to parts/sections structure and appropriations approved originally by A/RES/758(XXV) of A/25/5.rev.2, CE/DEC/4(CXXI) of CE/121/3(c), CE/DEC/4(CXXII) of CE/122/3(c) rev.1 and the Secretary-General proposal of structure modification at 31 December 2024. Staff costs appropriations transfers are based on annual average staff costs by category. No budgeted vacancies for two additional Ds, therefore 2 Ps and 2 Gs have been used to compensate the additional two Ds with corresponding difference adjustment, so the number of posts has decreased from 106 to 104.

Annex I.7: 2026-2027 Proposed budgetary expenditure by main cost category - Regular Budget

2026-2027 Proposed budgetary expenditure by main cost category - Regular Budget

at 31 December 2024

Euros/% over total

	Scenario A			Scenario B			Scenario C		
	2026-2027 Draft budget			2026-2027 Draft budget			2026-2027 Draft budget		
	2026	2027	2026-2027	2026	2027	2026-2027	2026	2027	2026-2027
<i>Budgetary expenditure</i>	17,515,000	18,627,000	36,142,000	17,126,000	17,737,000	34,863,000	16,923,000	17,270,000	34,193,000
Staff	11,633,000	12,587,000	24,220,000	11,394,000	11,803,000	23,197,000	11,394,000	11,803,000	23,197,000
Non-staff	5,882,000	6,040,000	11,922,000	5,732,000	5,934,000	11,666,000	5,529,000	5,467,000	10,996,000
<i>Budgetary expenditure</i>	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Staff	66	68	67	67	67	67	67	68	68
Non-staff	34	32	33	33	33	33	33	32	32

Annex I.8: 2026-2027 Proposed budgetary income and expenditure compared with 2024-2025 - Regular Budget

2026-2027 Proposed budgetary income and expenditure compared with 2024-2025 - Regular Budget

at 31 August 2025

Euros

	Scenario A			Scenario B			Scenario C		
	2026-2027 Draft budget			2026-2027 Draft budget			2026-2027 Draft budget		
	2026	2027	2026-2027	2026	2027	2026-2027	2026	2027	2026-2027
Budgetary difference	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Budgetary income</i>	17,515,000	18,627,000	36,142,000	17,126,000	17,737,000	34,863,000	16,923,000	17,270,000	34,193,000
Contributions from Full and Associate Members	15,459,000	16,503,000	31,962,000	15,105,000	15,692,000	30,797,000	14,902,000	15,225,000	30,127,000
Full Members	15,141,000	16,162,000	31,303,000	14,798,000	15,372,000	30,170,000	14,601,000	14,918,000	29,519,000
Associate Members	318,000	341,000	659,000	307,000	320,000	627,000	301,000	307,000	608,000
Other income sources	2,056,000	2,124,000	4,180,000	2,021,000	2,045,000	4,066,000	2,021,000	2,045,000	4,066,000
Allocation from PY RB Budgetary cash balance	350,000	321,000	671,000	350,000	321,000	671,000	350,000	321,000	671,000
Allocation from Publication store Accumulated Surplus	600,000	500,000	1,100,000	600,000	500,000	1,100,000	600,000	500,000	1,100,000
Affiliate Members contributions	1,106,000	1,303,000	2,409,000	1,071,000	1,224,000	2,295,000	1,071,000	1,224,000	2,295,000
<i>Budgetary expenditure</i>	17,515,000	18,627,000	36,142,000	17,126,000	17,737,000	34,863,000	16,923,000	17,270,000	34,193,000
A Member Relations	2,848,000	2,957,000	5,805,000	2,831,000	2,946,000	5,777,000	2,809,000	2,891,000	5,700,000
B Operational	4,583,000	4,751,000	9,334,000	4,551,000	4,727,000	9,278,000	4,505,000	4,619,000	9,124,000
C Support - Direct to Members	5,812,000	6,000,000	11,812,000	5,763,000	5,965,000	11,728,000	5,698,000	5,824,000	11,522,000
D Support - Indirect to Members	4,272,000	4,919,000	9,191,000	3,981,000	4,099,000	8,080,000	3,911,000	3,936,000	7,847,000

Annex I.9: Contributions of the Full, Associate and Affiliate Members

1. With regard to the financing of the Organization's budget, Article 25(1) of the Statutes stipulates that:

"1. The budget of the Organization, covering its administrative functions and the general programme of work, shall be financed by contributions of the Full, Associate and Affiliate Members, according to a scale of assessment accepted by the Assembly and from other possible sources of receipts for the Organization in accordance with the Financing Rules which are attached to these Statutes and form an integral part thereof."
2. Annex I.8 of this document, "2026-2027 Proposed budgetary income and expenditure compared with 2024-2025 - Regular Budget", shows that the part of the budget to be financed with the contributions of the Full Members by scenario are:
 - (a) Scenario A (7.5% contributions increase in 2026 and in 2027): EUR 15,140,636 for 2026 and EUR 16,161,825 for 2027;
 - (b) Scenario B (4% contributions increase in 2026 and 2027): EUR 14,798,014 for 2026 and EUR 15,371,761 for 2027;
 - (c) Scenario C (2% contributions increase in 2026 and 2027): EUR 14,601,489 for 2026 and EUR 14,918,304 for 2027.
 - (d) The rounded above-mentioned amounts have been apportioned among 159 Full Members by applying the formula for calculating the contributions of the Member States (Annex I of the UN Tourism Financial Regulations (FR) on the Formula for fixing the contributions of Member States).
3. The estimates of contributions have been made in accordance with the statistical data provided by the United Nations concerning Gross National Income (GNI), Gross National Income per capita (GNI PC) and population, available to the UN Tourism as of September 2023, and which were used by the UN to calculate the contributions of its Members. The reference period for these statistical data is 2017-2012⁶. The estimates of contributions have also taken into account the statistical data in regard to UN Tourism International Tourism Receipts (ITR) for the same reference period. This set of statistical data result in Members changing contributions group.
4. The total number of Full Members included in the scale of contributions for the period 2026-2027 (160 Full Members) has increased with respect to the period 2024-2025 (159 Full Members) taking into account Belize⁷ as new Member. As a result of this modification in the composition of the Full Members, steps have been taken to adjust the scale of contributions in accordance with Annex I of UN Tourism Financial Rules. The number of groups remains at thirteen.
5. It should also be noted that following Annex I of the UN Tourism Financial Rules, a limit of 7.5 per cent for 2026 and 2027 has been applied to increases in contributions in the case of those Members whose contributions would rise beyond this percentage as a result of moving to a higher group in the scale of contributions. Likewise, similar operations have also been made to limit the reduction in contributions as a result of Members moving to a lower group, in order to balance the income from contributions.
6. After the application of the above-mentioned limits, the Secretary-General proposes that contributions for 2026 and 2027 increase by 7.5% and 7.5% respectively (Scenario A) in relation to the contributions approved for 2025 and proposed for 2026 for those Members that do not change group and are not subject to adjustment of their contribution because of an earlier change in group. Scenario B and C as described above are also presented for the Members' consideration.
7. According to the measures established at the seventeenth General Assembly in resolution A/RES/526(XVII), the Associate Members Flanders, Hong Kong (China) and Macao (China), were included in a separate category from other Associate Members based on 90% of the contribution due for Full Members in group nine. The contribution of the rest of the Associate Members is maintained at

⁶ UN Report of the Committee on Contributions A/79/11.

⁷ A/RES/760(XXV).

90% of the minimum contribution of the Full Members. The total rounded amount to be financed by the Associate Members is per scenario:

- (a) Scenario A (7.5% contributions increase in 2026 and in 2027): EUR 317,610 for 2026 and EUR 341,430 for 2027;
- (b) Scenario B (4% contributions increase in 2026 and 2027): EUR 307,272 for 2026 and EUR 319,563 for 2027;
- (c) Scenario C (2% contributions increase in 2026 and 2027): EUR 301,359 for 2026 and EUR 307,386 for 2027.

8. Concerning Affiliate Members, and following the EC decision at its 105th session (CE/DEC/8(CV) para. 6), the Secretary-General has assessed the Affiliate Members' contribution fee by a rounded similar amount to the increase approved for the Full and Associate Members contributions in relation with their contributions approved for the preceding year. Of these amounts, the Secretary-General proposes to update the allocated approved percentages in the previous biennium 2024-2025 for Affiliate Members contributions allocations to be broken down as follows: i) 58.32% will be allocated as a contribution to the Organization's regular budget (same as in 2024-2025); ii) 11% for full annual access to UN Tourism's E-library (16.68% in 2024-2025), and iii) 30.68% assigned to the activities of the Affiliate Members programme of work (AMPW) (25% in 2024-2025).
9. The contribution fee of the Affiliate Members per scenario will be as follows.
 - (a) Scenario A (7.5% contributions increase in 2026 and in 2027): EUR 3,100 for 2026 (EUR 2,900 at 2025) and at EUR 3,400 for 2027. Of these amounts Affiliate Members contributions allocations will be broken down as follows: i) EUR 1,808 in 2026 and EUR 1,925 in 2027 will be allocated as a contribution to the Organization's budget, ii) EUR 341 in 2026 and EUR 363 in 2027 for full annual access to UN Tourism's E-library, and iii) EUR 951 in 2026 and EUR 1,012 in 2027 assigned to the activities of the Affiliate Members programme of work (AMPW). The rounded total regular budget allocation to be financed by the current and new Affiliate Members is EUR 1,106,000 and EUR 1,303,000 for 2026 and 2027 respectively of the next period.
 - (b) Scenario B (4% contributions increase in 2026 and 2027): EUR 3,000 for 2026 (EUR 2,900 at 2025) and at EUR 3,100 for 2027. Of these amounts Affiliate Members contributions allocations will be broken down as follows: i) EUR 1,750 in 2026 and EUR 1,808 in 2027 will be allocated as a contribution to the Organization's budget, ii) EUR 330 in 2026 and EUR 341 in 2027 for full annual access to UN Tourism's E-library, and iii) EUR 920 in 2026 and EUR 951 in 2027 assigned to the activities of the Affiliate Members programme of work (AMPW). The rounded total regular budget allocation to be financed by the current and new Affiliate Members is EUR 1,071,000 and EUR 1,224,000 for 2026 and 2027 respectively of the next period.
 - (c) Scenario C (2% contributions increase in 2026 and 2027): EUR 3,000 for 2026 (EUR 2,900 at 2025) and at EUR 3,100 for 2027. Of these amounts Affiliate Members contributions allocations will be broken down as follows: i) EUR 1,750 in 2026 and EUR 1,808 in 2027 will be allocated as a contribution to the Organization's budget, ii) EUR 330 in 2026 and EUR 341 in 2027 for full annual access to UN Tourism's E-library, and iii) EUR 920 in 2026 and EUR 951 in 2027 assigned to the activities of the Affiliate Members programme of work (AMPW). The rounded total regular budget allocation to be financed by the current and new Affiliate Members is EUR 1,071,000 and EUR 1,224,000 for 2026 and 2027 respectively of the next period.
10. It is also noted that the Secretary-General proposes to discontinue the fee deduction for specific Affiliate Members (Ted.Qual Members) in the 2026 and 2027 draft Regular Budget based on the assessment shown in Annex I.13.A. This fee deduction for specific Affiliate Members (Ted.Qual Members) was approved in 2014 for a period of four years. until an assessment of the impact of this fee deduction on the Organization's budget and the suitability of maintaining it would be submitted to the Members for their consideration (CE/DEC/20(XCV) as outlined in document CE/95/6(c)).
11. The 121st and 122nd EC approved the introduction of an application fee (miscellaneous revenue) amounting to EUR 950 to entities applying for Affiliate Membership from 1 January 2026 (decisions CE/DEC/9(CXXI), and CE/DEC/((CXXII), respectively). The Secretary-General proposes this application fee to be broken down as follows: i) 30% (EUR 285) will be allocated as a contribution to the

Organization's budget, and ii) 70% (EUR 665) will be assigned to the activities of the Affiliate Members Programme of Work (AMPW) responsible for the application, due diligence and verification process for the Affiliate Membership (see Annex I.13.B).

12. The tables below on 2025-2026 UN Tourism Membership contributions show the scale of unrounded contributions of the Full and Associate Members for 2026 and 2027 per each scenario, expressed in euros, in accordance with decision CE/DEC/10(LXIII-LXIV) of the Executive Council.

Annex I.10: 2026-2027 UN Tourism Membership contributions

A. Scenario A

Scenario A: 2026-2027 UN Tourism Membership contributions
at 30 September 2024

Euros

		2025	2026		2027
		Assessed	%		%
Order	Group UN country name	contribution*	Contribution	CY/PY	Contribution
Total membership contributions		14,614,441	15,458,246		16,503,255
<i>Full Members</i>		14,318,989	15,140,636		16,161,825
1	1 China	411,954	442,851	7.50	476,065
2	1 France	411,954	442,851	7.50	476,065
3	1 Germany	411,954	442,851	7.50	476,065
4	1 Japan	411,954	442,851	7.50	476,065
5	2 Spain	411,954	415,173	0.78	446,311
6	2 Italy	386,207	415,173	7.50	446,311
7	3 United Arab Emirates	244,598	262,943	7.50	282,664
8	3 Switzerland	282,886	276,781	-2.16	297,540
9	3 Republic of Korea	257,471	276,781	7.50	297,540
10	3 Netherlands	257,471	276,781	7.50	297,540
11	3 Türkiye	244,598	262,943	7.50	282,664
12	3 Austria	257,471	276,781	7.50	297,540
13	3 Mexico	244,598	262,943	7.50	282,664
14	4 Saudi Arabia	244,598	262,943	7.50	282,664
15	4 India	244,598	262,943	7.50	282,664
16	4 Thailand	257,471	262,943	2.13	282,664
17	4 Qatar	244,598	262,943	7.50	282,664
18	4 Portugal	193,102	207,585	7.50	223,154
19	4 Israel	193,102	207,585	7.50	223,154
20	5 Poland	193,102	207,585	7.50	223,154
21	5 Greece	193,102	207,585	7.50	223,154
22	5 Brazil	244,598	226,253	-7.50	223,154
23	5 Croatia	128,736	138,391	7.50	148,770
24	6 Czechia	154,484	166,070	7.50	178,525
25	6 Malaysia	193,102	178,619	-7.50	178,525
26	6 Indonesia	193,102	178,619	-7.50	178,525
27	6 Kuwait	154,484	166,070	7.50	178,525
28	7 Egypt	87,540	94,106	7.50	101,164
29	7 Bahrain	87,540	94,106	7.50	101,164
30	7 Hungary	128,736	138,391	7.50	148,770
31	7 Argentina	154,484	142,898	-7.50	148,770
32	7 Slovenia	128,736	138,391	7.50	148,770
33	7 Romania	87,540	94,106	7.50	101,164
34	7 Dominican Republic	87,540	94,106	7.50	101,164
35	7 South Africa	128,736	138,391	7.50	148,770
36	8 Slovakia	87,540	94,106	7.50	101,164
37	8 Panama	87,540	94,106	7.50	101,164
38	8 Chile	128,736	119,081	-7.50	110,150
39	8 Colombia	95,316	94,106	-1.27	101,164
40	8 Lithuania	77,242	83,035	7.50	89,263
41	8 Morocco	87,540	94,106	7.50	101,164
42	8 Iran (Islamic Republic of)	128,736	119,081	-7.50	110,150
43	8 Monaco	77,971	83,819	7.50	90,105
44	8 Oman	87,540	94,106	7.50	101,164
45	8 Lebanon	87,540	94,106	7.50	101,164

**Scenario A: 2026-2027 UN Tourism Membership contributions
at 30 September 2024**

Euros

		2025	2026		2027	
		Assessed contribution*	Contribution	% CY/PY	Contribution	% CY/PY
Order	Group UN country name					
46	8 Uruguay	87,540	94,106	7.50	101,164	7.50
47	8 Bulgaria	77,242	83,035	7.50	89,263	7.50
48	8 Costa Rica	87,540	94,106	7.50	101,164	7.50
49	8 Viet Nam	83,756	90,038	7.50	96,791	7.50
50	8 Philippines	87,540	94,106	7.50	101,164	7.50
51	9 Cuba	77,242	83,035	7.50	89,263	7.50
52	9 Cyprus	77,242	83,035	7.50	89,263	7.50
53	9 Kazakhstan	77,242	83,035	7.50	89,263	7.50
54	9 Iraq	72,424	77,856	7.50	83,695	7.50
55	9 Trinidad and Tobago	77,242	83,035	7.50	89,263	7.50
56	9 Jordan	77,242	83,035	7.50	89,263	7.50
57	9 Peru	77,242	83,035	7.50	89,263	7.50
58	9 Malta	57,931	62,276	7.50	66,947	7.50
59	9 Serbia	64,369	69,197	7.50	74,387	7.50
60	9 Jamaica	64,369	69,197	7.50	74,387	7.50
61	9 Mauritius	77,242	83,035	7.50	89,263	7.50
62	9 Albania	64,369	69,197	7.50	74,387	7.50
63	9 Ecuador	77,242	83,035	7.50	89,263	7.50
64	10 Georgia	57,310	61,608	7.50	66,229	7.50
65	10 Bosnia and Herzegovina	57,931	62,276	7.50	66,947	7.50
66	10 Sri Lanka	57,310	61,608	7.50	66,229	7.50
67	10 Belarus	64,369	69,197	7.50	74,387	7.50
68	10 Nigeria	72,424	69,197	-4.46	74,387	7.50
69	10 Maldives	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
70	10 Azerbaijan	64,369	69,197	7.50	74,387	7.50
71	10 Tunisia	57,931	62,276	7.50	66,947	7.50
72	10 Ukraine	64,369	69,197	7.50	74,387	7.50
73	10 Bangladesh	57,310	61,608	7.50	66,229	7.50
74	10 Bahamas	64,369	69,197	7.50	74,387	7.50
75	10 Armenia	57,310	61,608	7.50	66,229	7.50
76	10 Guatemala	57,931	62,276	7.50	66,947	7.50
77	10 Botswana	64,369	69,197	7.50	74,387	7.50
78	11 El Salvador	57,931	62,276	7.50	66,947	7.50
79	11 Libya	42,891	46,108	7.50	49,566	7.50
80	11 North Macedonia	57,931	62,276	7.50	66,947	7.50
81	11 Paraguay	57,310	61,608	7.50	66,229	7.50
82	11 Turkmenistan	57,931	62,276	7.50	66,947	7.50
83	11 Brunei Darussalam	57,931	62,276	7.50	66,947	7.50
84	11 United Republic of Tanzania (including Zanzib	51,574	55,442	7.50	59,600	7.50
85	11 Cambodia	57,310	61,608	7.50	66,229	7.50
86	11 Pakistan	57,931	62,276	7.50	66,947	7.50
87	11 Gabon	57,931	62,276	7.50	66,947	7.50
88	11 Algeria	64,369	62,276	-3.25	66,947	7.50
89	11 Venezuela (Bolivarian Republic of)	114,380	105,802	-7.50	97,867	-7.50
90	11 Equatorial Guinea	60,026	62,276	3.75	66,947	7.50
91	11 Kenya	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
92	11 Montenegro	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
93	11 Republic of Moldova	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
94	11 Andorra	57,931	62,276	7.50	66,947	7.50

**Scenario A: 2026-2027 UN Tourism Membership contributions
at 30 September 2024**

Euros

		2025	2026		2027	
		Assessed contribution*	Contribution	% CY/PY	Contribution	% CY/PY
Order	Group UN country name					
95	11 Uzbekistan	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
96	11 San Marino	57,931	62,276	7.50	66,947	7.50
97	11 Ethiopia	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
98	11 Bolivia (Plurinational State of)	51,574	55,442	7.50	59,600	7.50
99	11 Namibia	57,931	62,276	7.50	66,947	7.50
100	12 Ghana	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
101	12 Barbados	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
102	12 Mongolia	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
103	12 Uganda	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
104	12 Myanmar	47,759	44,177	-7.50	44,629	1.02
105	12 Sudan	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
106	12 Honduras	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
107	12 Angola	57,931	53,586	-7.50	49,567	-7.50
108	12 Côte d'Ivoire	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
109	12 Seychelles	19,310	20,758	7.50	22,315	7.50
110	12 Cameroon	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
111	12 Lao People's Democratic Republic	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
112	12 Nicaragua	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
113	12 Eswatini	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
114	12 Djibouti	28,966	31,138	7.50	33,473	7.50
115	12 Zambia	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
116	12 Fiji	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
117	12 Papua New Guinea	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
118	12 Senegal	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
119	12 Nepal	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
120	12 Kyrgyzstan	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
121	13 Congo	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
122	13 Timor-Leste	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
123	13 Haiti	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
124	13 Cabo Verde	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
125	13 Antigua and Barbuda	19,310	20,758	7.50	22,315	7.50
126	13 Syrian Arab Republic	34,445	34,598	0.44	37,193	7.50
127	13 Benin	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
128	13 Zimbabwe	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
129	13 Palau	19,310	20,758	7.50	22,315	7.50
130	13 Mauritania	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
131	13 Belize	0	34,598	0.00	37,193	7.50
132	13 Rwanda	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
133	13 Bhutan	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
134	13 Madagascar	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
135	13 Democratic People's Republic of Korea	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
136	13 Mali	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
137	13 Lesotho	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
138	13 Burkina Faso	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
139	13 Tajikistan	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
140	13 Togo	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
141	13 Guinea	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
142	13 Mozambique	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50

**Scenario A: 2026-2027 UN Tourism Membership contributions
at 30 September 2024**

Euros

		2025	2026		2027	
		Assessed contribution*	Contribution	% CY/PY	Contribution	% CY/PY
Order	Group UN country name					
143	13 Chad	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
144	13 Gambia	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
145	13 Democratic Republic of the Congo	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
146	13 Niger	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
147	13 Samoa	19,310	20,758	7.50	22,315	7.50
148	13 Vanuatu	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
149	13 Comoros	28,966	31,138	7.50	33,473	7.50
150	13 Guinea-Bissau	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
151	13 Malawi	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
152	13 Eritrea	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
153	13 Afghanistan	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
154	13 Somalia	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
155	13 Sierra Leone	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
156	13 Sao Tome and Principe	19,310	20,758	7.50	22,315	7.50
157	13 Central African Republic	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
158	13 Yemen	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
159	13 Liberia	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
160	13 Burundi	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
<i>Associate Members</i>		295,452	317,610		341,430	
1	a Flemish Community of Belgium	69,518	74,732	7.50	80,337	7.50
2	a Hong Kong SAR	69,518	74,732	7.50	80,337	7.50
3	a Macao SAR	69,518	74,732	7.50	80,337	7.50
4	b Aruba	28,966	31,138	7.50	33,473	7.50
5	b Puerto Rico	28,966	31,138	7.50	33,473	7.50
6	b Madeira	28,966	31,138	7.50	33,473	7.50

Remarks:

* Corrigendum: Antigua and Barbuda assessed contribution for the years 2024 and 2025 amount respectively to EUR 17,963 (2024) and EUR 19,310 (2025). A/26/2.rev.2 approved by A/RES/758/(XXV) includes a typographical error showing Antigua and Barbuda assessed contribution for the years 2024 and 2025 as EUR 29,939 (2024) and EUR 32,184 (2025).

B. Scenario B

**Scenario B: 2026-2027 UN Tourism Membership contributions
at 30 September 2024**

Euros

		2025	2026		2027	
		Assessed contribution*	Contribution	% CY/PY	Contribution	% CY/PY
Order Group UN country name						
Total membership contributions		14,614,441	15,105,286		15,691,324	
<i>Full Members</i>		<i>14,318,989</i>	<i>14,798,014</i>		<i>15,371,761</i>	
1	1 China	411,954	428,432	4.00	445,569	4.00
2	1 France	411,954	428,432	4.00	445,569	4.00
3	1 Germany	411,954	428,432	4.00	445,569	4.00
4	1 Japan	411,954	428,432	4.00	445,569	4.00
5	2 Spain	411,954	401,655	-2.50	417,721	4.00
6	2 Italy	386,207	401,655	4.00	417,721	4.00
7	3 United Arab Emirates	244,598	262,943	7.50	278,481	5.91
8	3 Switzerland	282,886	267,770	-5.34	278,481	4.00
9	3 Republic of Korea	257,471	267,770	4.00	278,481	4.00
10	3 Netherlands	257,471	267,770	4.00	278,481	4.00
11	3 Türkiye	244,598	262,943	7.50	278,481	5.91
12	3 Austria	257,471	267,770	4.00	278,481	4.00
13	3 Mexico	244,598	262,943	7.50	278,481	5.91
14	4 Saudi Arabia	244,598	254,382	4.00	264,557	4.00
15	4 India	244,598	254,382	4.00	264,557	4.00
16	4 Thailand	257,471	254,382	-1.20	264,557	4.00
17	4 Qatar	244,598	254,382	4.00	264,557	4.00
18	4 Portugal	193,102	207,585	7.50	223,154	7.50
19	4 Israel	193,102	207,585	7.50	223,154	7.50
20	5 Poland	193,102	200,826	4.00	208,859	4.00
21	5 Greece	193,102	200,826	4.00	208,859	4.00
22	5 Brazil	244,598	226,253	-7.50	209,284	-7.50
23	5 Croatia	128,736	138,391	7.50	148,770	7.50
24	6 Czechia	154,484	160,663	4.00	167,090	4.00
25	6 Malaysia	193,102	178,619	-7.50	167,090	-6.45
26	6 Indonesia	193,102	178,619	-7.50	167,090	-6.45
27	6 Kuwait	154,484	160,663	4.00	167,090	4.00
28	7 Egypt	87,540	94,106	7.50	101,164	7.50
29	7 Bahrain	87,540	94,106	7.50	101,164	7.50
30	7 Hungary	128,736	133,885	4.00	139,240	4.00
31	7 Argentina	154,484	142,898	-7.50	139,240	-2.56
32	7 Slovenia	128,736	133,885	4.00	139,240	4.00
33	7 Romania	87,540	94,106	7.50	101,164	7.50
34	7 Dominican Republic	87,540	94,106	7.50	101,164	7.50
35	7 South Africa	128,736	133,885	4.00	139,240	4.00
36	8 Slovakia	87,540	91,042	4.00	94,684	4.00
37	8 Panama	87,540	91,042	4.00	94,684	4.00
38	8 Chile	128,736	119,081	-7.50	110,150	-7.50
39	8 Colombia	95,316	91,042	-4.48	94,684	4.00
40	8 Lithuania	77,242	83,035	7.50	89,263	7.50
41	8 Morocco	87,540	91,042	4.00	94,684	4.00
42	8 Iran (Islamic Republic of)	128,736	119,081	-7.50	110,150	-7.50
43	8 Monaco	77,971	83,819	7.50	90,105	7.50
44	8 Oman	87,540	91,042	4.00	94,684	4.00
45	8 Lebanon	87,540	91,042	4.00	94,684	4.00

Scenario B: 2026-2027 UN Tourism Membership contributions**at 30 September 2024**

Euros

		2025	2026		2027	
		Assessed		%		%
Order	Group UN country name	contribution*	Contribution	CY/PY	Contribution	CY/PY
46	8 Uruguay	87,540	91,042	4.00	94,684	4.00
47	8 Bulgaria	77,242	83,035	7.50	89,263	7.50
48	8 Costa Rica	87,540	91,042	4.00	94,684	4.00
49	8 Viet Nam	83,756	90,038	7.50	94,684	5.16
50	8 Philippines	87,540	91,042	4.00	94,684	4.00
51	9 Cuba	77,242	80,332	4.00	83,545	4.00
52	9 Cyprus	77,242	80,332	4.00	83,545	4.00
53	9 Kazakhstan	77,242	80,332	4.00	83,545	4.00
54	9 Iraq	72,424	77,856	7.50	83,545	7.31
55	9 Trinidad and Tobago	77,242	80,332	4.00	83,545	4.00
56	9 Jordan	77,242	80,332	4.00	83,545	4.00
57	9 Peru	77,242	80,332	4.00	83,545	4.00
58	9 Malta	57,931	62,276	7.50	66,947	7.50
59	9 Serbia	64,369	69,197	7.50	74,387	7.50
60	9 Jamaica	64,369	69,197	7.50	74,387	7.50
61	9 Mauritius	77,242	80,332	4.00	83,545	4.00
62	9 Albania	64,369	69,197	7.50	74,387	7.50
63	9 Ecuador	77,242	80,332	4.00	83,545	4.00
64	10 Georgia	57,310	61,608	7.50	66,229	7.50
65	10 Bosnia and Herzegovina	57,931	62,276	7.50	66,947	7.50
66	10 Sri Lanka	57,310	61,608	7.50	66,229	7.50
67	10 Belarus	64,369	66,944	4.00	69,622	4.00
68	10 Nigeria	72,424	66,992	-7.50	69,622	3.93
69	10 Maldives	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
70	10 Azerbaijan	64,369	66,944	4.00	69,622	4.00
71	10 Tunisia	57,931	62,276	7.50	66,947	7.50
72	10 Ukraine	64,369	66,944	4.00	69,622	4.00
73	10 Bangladesh	57,310	61,608	7.50	66,229	7.50
74	10 Bahamas	64,369	66,944	4.00	69,622	4.00
75	10 Armenia	57,310	61,608	7.50	66,229	7.50
76	10 Guatemala	57,931	62,276	7.50	66,947	7.50
77	10 Botswana	64,369	66,944	4.00	69,622	4.00
78	11 El Salvador	57,931	60,248	4.00	62,658	4.00
79	11 Libya	42,891	46,108	7.50	49,566	7.50
80	11 North Macedonia	57,931	60,248	4.00	62,658	4.00
81	11 Paraguay	57,310	60,248	5.13	62,658	4.00
82	11 Turkmenistan	57,931	60,248	4.00	62,658	4.00
83	11 Brunei Darussalam	57,931	60,248	4.00	62,658	4.00
84	11 United Republic of Tanzania (including Zanzib	51,574	55,442	7.50	59,600	7.50
85	11 Cambodia	57,310	60,248	5.13	62,658	4.00
86	11 Pakistan	57,931	60,248	4.00	62,658	4.00
87	11 Gabon	57,931	60,248	4.00	62,658	4.00
88	11 Algeria	64,369	60,248	-6.40	62,658	4.00
89	11 Venezuela (Bolivarian Republic of)	114,380	105,802	-7.50	97,867	-7.50
90	11 Equatorial Guinea	60,026	60,248	0.37	62,658	4.00
91	11 Kenya	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
92	11 Montenegro	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
93	11 Republic of Moldova	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
94	11 Andorra	57,931	60,248	4.00	62,658	4.00

**Scenario B: 2026-2027 UN Tourism Membership contributions
at 30 September 2024**

Euros

		2025	2026		2027	
		Assessed contribution*	Contribution	% CY/PY	Contribution	% CY/PY
Order	Group UN country name					
95	11 Uzbekistan	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
96	11 San Marino	57,931	60,248	4.00	62,658	4.00
97	11 Ethiopia	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
98	11 Bolivia (Plurinational State of)	51,574	55,442	7.50	59,600	7.50
99	11 Namibia	57,931	60,248	4.00	62,658	4.00
100	12 Ghana	38,619	40,164	4.00	41,771	4.00
101	12 Barbados	38,619	40,164	4.00	41,771	4.00
102	12 Mongolia	38,619	40,164	4.00	41,771	4.00
103	12 Uganda	38,619	40,164	4.00	41,771	4.00
104	12 Myanmar	47,759	44,177	-7.50	41,771	-5.45
105	12 Sudan	38,619	40,164	4.00	41,771	4.00
106	12 Honduras	38,619	40,164	4.00	41,771	4.00
107	12 Angola	57,931	53,586	-7.50	49,567	-7.50
108	12 Côte d'Ivoire	38,619	40,164	4.00	41,771	4.00
109	12 Seychelles	19,310	20,758	7.50	22,315	7.50
110	12 Cameroon	38,619	40,164	4.00	41,771	4.00
111	12 Lao People's Democratic Republic	38,619	40,164	4.00	41,771	4.00
112	12 Nicaragua	38,619	40,164	4.00	41,771	4.00
113	12 Eswatini	38,619	40,164	4.00	41,771	4.00
114	12 Djibouti	28,966	31,138	7.50	33,473	7.50
115	12 Zambia	38,619	40,164	4.00	41,771	4.00
116	12 Fiji	38,619	40,164	4.00	41,771	4.00
117	12 Papua New Guinea	38,619	40,164	4.00	41,771	4.00
118	12 Senegal	38,619	40,164	4.00	41,771	4.00
119	12 Nepal	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
120	12 Kyrgyzstan	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
121	13 Congo	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
122	13 Timor-Leste	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
123	13 Haiti	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
124	13 Cabo Verde	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
125	13 Antigua and Barbuda	19,310	20,083	4.00	20,886	4.00
126	13 Syrian Arab Republic	34,445	33,471	-2.83	34,810	4.00
127	13 Benin	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
128	13 Zimbabwe	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
129	13 Palau	19,310	20,083	4.00	20,886	4.00
130	13 Mauritania	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
131	13 Belize	0	33,471	0.00	34,810	4.00
132	13 Rwanda	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
133	13 Bhutan	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
134	13 Madagascar	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
135	13 Democratic People's Republic of Korea	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
136	13 Mali	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
137	13 Lesotho	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
138	13 Burkina Faso	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
139	13 Tajikistan	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
140	13 Togo	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
141	13 Guinea	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
142	13 Mozambique	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00

**Scenario B: 2026-2027 UN Tourism Membership contributions
at 30 September 2024**

Euros

		2025	2026		2027	
		Assessed contribution*	Contribution	% CY/PY	Contribution	% CY/PY
Order	Group UN country name					
143	13 Chad	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
144	13 Gambia	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
145	13 Democratic Republic of the Congo	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
146	13 Niger	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
147	13 Samoa	19,310	20,758	7.50	22,315	7.50
148	13 Vanuatu	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
149	13 Comoros	28,966	30,124	4.00	31,329	4.00
150	13 Guinea-Bissau	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
151	13 Malawi	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
152	13 Eritrea	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
153	13 Afghanistan	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
154	13 Somalia	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
155	13 Sierra Leone	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
156	13 Sao Tome and Principe	19,310	20,758	7.50	22,315	7.50
157	13 Central African Republic	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
158	13 Yemen	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
159	13 Liberia	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
160	13 Burundi	32,184	33,471	4.00	34,810	4.00
<i>Associate Members</i>		295,452	307,272		319,563	
1	a Flemish Community of Belgium	69,518	72,299	4.00	75,191	4.00
2	a Hong Kong SAR	69,518	72,299	4.00	75,191	4.00
3	a Macao SAR	69,518	72,299	4.00	75,191	4.00
4	b Aruba	28,966	30,125	4.00	31,330	4.00
5	b Puerto Rico	28,966	30,125	4.00	31,330	4.00
6	b Madeira	28,966	30,125	4.00	31,330	4.00

Remarks:

* Corrigendum: Antigua and Barbuda assessed contribution for the years 2024 and 2025 amount respectively to EUR 17,963 (2024) and EUR 19,310 (2025). A/26/2.rev.2 approved by A/RES/758/(XXV) includes a typographical error showing Antigua and Barbuda assessed contribution for the years 2024 and 2025 as EUR 29,939 (2024) and EUR 32,184 (2025).

C. Scenario C

**Scenario C: 2026-2027 UN Tourism Membership contributions
at 30 September 2024**

Euros

		2025	2026		2027	
		Assessed contribution*	Contribution	% CY/PY	Contribution	% CY/PY
Order Group UN country name						
Total membership contributions		14,614,441	14,902,848		15,225,690	
<i>Full Members</i>		<i>14,318,989</i>	<i>14,601,489</i>		<i>14,918,304</i>	
1	1 China	411,954	420,193	2.00	428,597	2.00
2	1 France	411,954	420,193	2.00	428,597	2.00
3	1 Germany	411,954	420,193	2.00	428,597	2.00
4	1 Japan	411,954	420,193	2.00	428,597	2.00
5	2 Spain	411,954	393,931	-4.38	401,810	2.00
6	2 Italy	386,207	393,931	2.00	401,810	2.00
7	3 United Arab Emirates	244,598	262,620	7.37	267,872	2.00
8	3 Switzerland	282,886	262,620	-7.16	267,872	2.00
9	3 Republic of Korea	257,471	262,620	2.00	267,872	2.00
10	3 Netherlands	257,471	262,620	2.00	267,872	2.00
11	3 Türkiye	244,598	262,620	7.37	267,872	2.00
12	3 Austria	257,471	262,620	2.00	267,872	2.00
13	3 Mexico	244,598	262,620	7.37	267,872	2.00
14	4 Saudi Arabia	244,598	249,490	2.00	254,480	2.00
15	4 India	244,598	249,490	2.00	254,480	2.00
16	4 Thailand	257,471	249,490	-3.10	254,480	2.00
17	4 Qatar	244,598	249,490	2.00	254,480	2.00
18	4 Portugal	193,102	207,585	7.50	223,154	7.50
19	4 Israel	193,102	207,585	7.50	223,154	7.50
20	5 Poland	193,102	196,964	2.00	200,903	2.00
21	5 Greece	193,102	196,964	2.00	200,903	2.00
22	5 Brazil	244,598	226,253	-7.50	209,284	-7.50
23	5 Croatia	128,736	138,391	7.50	148,770	7.50
24	6 Czechia	154,484	157,574	2.00	160,725	2.00
25	6 Malaysia	193,102	178,619	-7.50	165,223	-7.50
26	6 Indonesia	193,102	178,619	-7.50	165,223	-7.50
27	6 Kuwait	154,484	157,574	2.00	160,725	2.00
28	7 Egypt	87,540	94,106	7.50	101,164	7.50
29	7 Bahrain	87,540	94,106	7.50	101,164	7.50
30	7 Hungary	128,736	131,311	2.00	133,937	2.00
31	7 Argentina	154,484	142,898	-7.50	133,937	-6.27
32	7 Slovenia	128,736	131,311	2.00	133,937	2.00
33	7 Romania	87,540	94,106	7.50	101,164	7.50
34	7 Dominican Republic	87,540	94,106	7.50	101,164	7.50
35	7 South Africa	128,736	131,311	2.00	133,937	2.00
36	8 Slovakia	87,540	89,291	2.00	91,077	2.00
37	8 Panama	87,540	89,291	2.00	91,077	2.00
38	8 Chile	128,736	119,081	-7.50	110,150	-7.50
39	8 Colombia	95,316	89,291	-6.32	91,077	2.00
40	8 Lithuania	77,242	83,035	7.50	89,263	7.50
41	8 Morocco	87,540	89,291	2.00	91,077	2.00
42	8 Iran (Islamic Republic of)	128,736	119,081	-7.50	110,150	-7.50
43	8 Monaco	77,971	83,819	7.50	90,105	7.50
44	8 Oman	87,540	89,291	2.00	91,077	2.00
45	8 Lebanon	87,540	89,291	2.00	91,077	2.00

Scenario C: 2026-2027 UN Tourism Membership contributions**at 30 September 2024**

Euros

		2025	2026		2027	
		Assessed		%		%
Order	Group UN country name	contribution*	Contribution	CY/PY	Contribution	CY/PY
46	8 Uruguay	87,540	89,291	2.00	91,077	2.00
47	8 Bulgaria	77,242	83,035	7.50	89,263	7.50
48	8 Costa Rica	87,540	89,291	2.00	91,077	2.00
49	8 Viet Nam	83,756	89,291	6.61	91,077	2.00
50	8 Philippines	87,540	89,291	2.00	91,077	2.00
51	9 Cuba	77,242	78,787	2.00	80,363	2.00
52	9 Cyprus	77,242	78,787	2.00	80,363	2.00
53	9 Kazakhstan	77,242	78,787	2.00	80,363	2.00
54	9 Iraq	72,424	77,856	7.50	80,363	3.22
55	9 Trinidad and Tobago	77,242	78,787	2.00	80,363	2.00
56	9 Jordan	77,242	78,787	2.00	80,363	2.00
57	9 Peru	77,242	78,787	2.00	80,363	2.00
58	9 Malta	57,931	62,276	7.50	66,947	7.50
59	9 Serbia	64,369	69,197	7.50	74,387	7.50
60	9 Jamaica	64,369	69,197	7.50	74,387	7.50
61	9 Mauritius	77,242	78,787	2.00	80,363	2.00
62	9 Albania	64,369	69,197	7.50	74,387	7.50
63	9 Ecuador	77,242	78,787	2.00	80,363	2.00
64	10 Georgia	57,310	61,608	7.50	66,229	7.50
65	10 Bosnia and Herzegovina	57,931	62,276	7.50	66,947	7.50
66	10 Sri Lanka	57,310	61,608	7.50	66,229	7.50
67	10 Belarus	64,369	65,656	2.00	66,969	2.00
68	10 Nigeria	72,424	66,992	-7.50	66,969	-0.03
69	10 Maldives	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
70	10 Azerbaijan	64,369	65,656	2.00	66,969	2.00
71	10 Tunisia	57,931	62,276	7.50	66,947	7.50
72	10 Ukraine	64,369	65,656	2.00	66,969	2.00
73	10 Bangladesh	57,310	61,608	7.50	66,229	7.50
74	10 Bahamas	64,369	65,656	2.00	66,969	2.00
75	10 Armenia	57,310	61,608	7.50	66,229	7.50
76	10 Guatemala	57,931	62,276	7.50	66,947	7.50
77	10 Botswana	64,369	65,656	2.00	66,969	2.00
78	11 El Salvador	57,931	59,090	2.00	60,272	2.00
79	11 Libya	42,891	46,108	7.50	49,566	7.50
80	11 North Macedonia	57,931	59,090	2.00	60,272	2.00
81	11 Paraguay	57,310	59,090	3.11	60,272	2.00
82	11 Turkmenistan	57,931	59,090	2.00	60,272	2.00
83	11 Brunei Darussalam	57,931	59,090	2.00	60,272	2.00
84	11 United Republic of Tanzania (including Zanzib	51,574	55,442	7.50	59,600	7.50
85	11 Cambodia	57,310	59,090	3.11	60,272	2.00
86	11 Pakistan	57,931	59,090	2.00	60,272	2.00
87	11 Gabon	57,931	59,090	2.00	60,272	2.00
88	11 Algeria	64,369	59,541	-7.50	60,272	1.23
89	11 Venezuela (Bolivarian Republic of)	114,380	105,802	-7.50	97,867	-7.50
90	11 Equatorial Guinea	60,026	59,090	-1.56	60,272	2.00
91	11 Kenya	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
92	11 Montenegro	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
93	11 Republic of Moldova	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
94	11 Andorra	57,931	59,090	2.00	60,272	2.00

**Scenario C: 2026-2027 UN Tourism Membership contributions
at 30 September 2024**

Euros

		2025	2026		2027	
		Assessed contribution*	Contribution	% CY/PY	Contribution	% CY/PY
Order	Group UN country name					
95	11 Uzbekistan	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
96	11 San Marino	57,931	59,090	2.00	60,272	2.00
97	11 Ethiopia	38,619	41,515	7.50	44,629	7.50
98	11 Bolivia (Plurinational State of)	51,574	55,442	7.50	59,600	7.50
99	11 Namibia	57,931	59,090	2.00	60,272	2.00
100	12 Ghana	38,619	39,391	2.00	40,179	2.00
101	12 Barbados	38,619	39,391	2.00	40,179	2.00
102	12 Mongolia	38,619	39,391	2.00	40,179	2.00
103	12 Uganda	38,619	39,391	2.00	40,179	2.00
104	12 Myanmar	47,759	44,177	-7.50	40,864	-7.50
105	12 Sudan	38,619	39,391	2.00	40,179	2.00
106	12 Honduras	38,619	39,391	2.00	40,179	2.00
107	12 Angola	57,931	53,586	-7.50	49,567	-7.50
108	12 Côte d'Ivoire	38,619	39,391	2.00	40,179	2.00
109	12 Seychelles	19,310	20,758	7.50	22,315	7.50
110	12 Cameroon	38,619	39,391	2.00	40,179	2.00
111	12 Lao People's Democratic Republic	38,619	39,391	2.00	40,179	2.00
112	12 Nicaragua	38,619	39,391	2.00	40,179	2.00
113	12 Eswatini	38,619	39,391	2.00	40,179	2.00
114	12 Djibouti	28,966	31,138	7.50	33,473	7.50
115	12 Zambia	38,619	39,391	2.00	40,179	2.00
116	12 Fiji	38,619	39,391	2.00	40,179	2.00
117	12 Papua New Guinea	38,619	39,391	2.00	40,179	2.00
118	12 Senegal	38,619	39,391	2.00	40,179	2.00
119	12 Nepal	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
120	12 Kyrgyzstan	32,184	34,598	7.50	37,193	7.50
121	13 Congo	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
122	13 Timor-Leste	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
123	13 Haiti	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
124	13 Cabo Verde	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
125	13 Antigua and Barbuda	19,310	19,697	2.00	20,091	2.00
126	13 Syrian Arab Republic	34,445	32,828	-4.69	33,485	2.00
127	13 Benin	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
128	13 Zimbabwe	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
129	13 Palau	19,310	19,697	2.00	20,091	2.00
130	13 Mauritania	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
131	13 Belize	0	32,828	0.00	33,485	2.00
132	13 Rwanda	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
133	13 Bhutan	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
134	13 Madagascar	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
135	13 Democratic People's Republic of Korea	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
136	13 Mali	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
137	13 Lesotho	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
138	13 Burkina Faso	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
139	13 Tajikistan	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
140	13 Togo	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
141	13 Guinea	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
142	13 Mozambique	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00

**Scenario C: 2026-2027 UN Tourism Membership contributions
at 30 September 2024**

Euros

		2025	2026		2027	
		Assessed contribution*	Contribution	% CY/PY	Contribution	% CY/PY
Order	Group UN country name					
143	13 Chad	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
144	13 Gambia	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
145	13 Democratic Republic of the Congo	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
146	13 Niger	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
147	13 Samoa	19,310	20,758	7.50	22,315	7.50
148	13 Vanuatu	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
149	13 Comoros	28,966	29,545	2.00	30,137	2.00
150	13 Guinea-Bissau	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
151	13 Malawi	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
152	13 Eritrea	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
153	13 Afghanistan	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
154	13 Somalia	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
155	13 Sierra Leone	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
156	13 Sao Tome and Principe	19,310	20,758	7.50	22,315	7.50
157	13 Central African Republic	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
158	13 Yemen	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
159	13 Liberia	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
160	13 Burundi	32,184	32,828	2.00	33,485	2.00
<i>Associate Members</i>		295,452	301,359		307,386	
1	a Flemish Community of Belgium	69,518	70,908	2.00	72,326	2.00
2	a Hong Kong SAR	69,518	70,908	2.00	72,326	2.00
3	a Macao SAR	69,518	70,908	2.00	72,326	2.00
4	b Aruba	28,966	29,545	2.00	30,136	2.00
5	b Puerto Rico	28,966	29,545	2.00	30,136	2.00
6	b Madeira	28,966	29,545	2.00	30,136	2.00

Remarks:

* Corrigendum: Antigua and Barbuda assessed contribution for the years 2024 and 2025 amount respectively to EUR 17,963 (2024) and EUR 19,310 (2025). A/26/2.rev.2 approved by A/RES/758/(XXV) includes a typographical error showing Antigua and Barbuda assessed contribution for the years 2024 and 2025 as EUR 29,939 (2024) and EUR 32,184 (2025).

Annex I.11: 2026-2027 Proposed appropriations and 2024-2025 approved, revised, proposed and adapted to current structure appropriations - Analysis of changes by parts and sections - Regular Budget

2026-2027 Proposed appropriations and 2024-2025 approved, revised, proposed and adapted to current structure appropriations - Analysis of changes by parts and sections

at 31 August 2025

Euros

Parts / sections ¹	Appropriations			Scenario A: Appropriations			Net increase/decrease	
	2024-2025			2026-2027				
	Staff	Non-staff	Total	Staff	Non-staff	Total	Staff	Non-staff
							4,465,000	
Total	22,177,000	9,500,000	31,677,000	24,220,000	11,922,000	36,142,000	2,043,000	2,422,000
<i>A Member Relations</i>	<i>4,284,000</i>	<i>1,059,000</i>	<i>5,343,000</i>	<i>4,617,000</i>	<i>1,188,000</i>	<i>5,805,000</i>	<i>333,000</i>	<i>129,000</i>
A01 Regional Department, Africa	1,260,000	279,000	1,539,000	1,260,000	312,000	1,572,000	0	33,000
A02 Regional Department, Americas	651,000	181,000	832,000	663,000	209,000	872,000	12,000	28,000
A03 Regional Department, Asia and the Pacific	1,260,000	181,000	1,441,000	1,575,000	209,000	1,784,000	315,000	28,000
A04 Regional Department, Europe	630,000	279,000	909,000	630,000	312,000	942,000	0	33,000
A05 Regional Department, Middle East	0	139,000	139,000	0	146,000	146,000	0	7,000
A06 Affiliate Members and Public-Private Collaboration	483,000	0	483,000	489,000	0	489,000	6,000	0
<i>B Operational</i>	<i>6,069,000</i>	<i>1,622,000</i>	<i>7,691,000</i>	<i>6,949,000</i>	<i>2,385,000</i>	<i>9,334,000</i>	<i>880,000</i>	<i>763,000</i>
B01 Sustainable Tourism and Resilience	1,428,000	139,000	1,567,000	1,434,000	312,000	1,746,000	6,000	173,000
B02 International Development and Cooperation	966,000	17,000	983,000	978,000	20,000	998,000	12,000	3,000
B03 Statistics, Standards and Data	798,000	114,000	912,000	978,000	312,000	1,290,000	180,000	198,000
B04 Market Intelligence, Policies and Competitiveness	966,000	312,000	1,278,000	1,321,000	521,000	1,842,000	355,000	209,000
B05 Ethics, Culture and Social Responsibility	336,000	106,000	442,000	663,000	209,000	872,000	327,000	103,000
B06 Innovation, Education and Investments	630,000	828,000	1,458,000	630,000	813,000	1,443,000	0	-15,000
B07 Institutional Relations, Partnerships and Advocacy	945,000	106,000	1,051,000	945,000	198,000	1,143,000	0	92,000
<i>C Support - Direct to Members</i>	<i>7,939,000</i>	<i>2,526,000</i>	<i>10,465,000</i>	<i>8,579,000</i>	<i>3,233,000</i>	<i>11,812,000</i>	<i>640,000</i>	<i>707,000</i>
C01 Conferences Services	1,260,000	279,000	1,539,000	1,434,000	501,000	1,935,000	174,000	222,000
C02 Management ²	6,028,000	1,771,000	7,799,000	6,341,000	2,231,000	8,572,000	313,000	460,000
C03 Communications	651,000	476,000	1,127,000	804,000	501,000	1,305,000	153,000	25,000
<i>D Support - Indirect to Members</i>	<i>3,885,000</i>	<i>4,293,000</i>	<i>8,178,000</i>	<i>4,075,000</i>	<i>5,116,000</i>	<i>9,191,000</i>	<i>190,000</i>	<i>823,000</i>
D01 Budget and Finance	1,113,000	705,000	1,818,000	1,119,000	813,000	1,932,000	6,000	108,000
D02 Human Resources	483,000	632,000	1,115,000	489,000	667,000	1,156,000	6,000	35,000
D03 Information and Communication Technology	651,000	943,000	1,594,000	663,000	1,146,000	1,809,000	12,000	203,000
D04 General Services	504,000	713,000	1,217,000	781,000	990,000	1,771,000	277,000	277,000
D05 Staff vacancies & ASEB Provisions	1,134,000	1,300,000	2,434,000	1,023,000	1,500,000	2,523,000	-111,000	200,000

Remarks:

¹ Before transfers. In accordance to parts/sections structure and appropriations approved originally by A/RES/758(XXV) of A/25/5.rev.2 and CE/DEC/4(CXXI) of CE/121/3(c), CE/DEC/4(CXXI) of CE/121/3(c) and CE/DEC/4(CXXII) of CE/122/3(c) and the Secretary-General proposal of structure modification at 31 December 2024. Staff costs appropriations transfers are based on annual average staff costs by category.

² C02 Management includes Office of the Secretary-General, Security, Legal Counsel, Executive Directors and Administration & Finance Director.

**2026-2027 Proposed appropriations and 2024-2025 approved, revised, proposed and adapted to current structure appropriations - Analysis of changes by parts and sections
at 31 August 2025**

Euros

Parts / sections ¹	Appropriations			Scenario B: Appropriations			Net increase/decrease	
	2024-2025			2026-2027				
	Staff	Non-staff	Total	Staff	Non-staff	Total	Staff	Non-staff
							3,186,000	
Total	22,177,000	9,500,000	31,677,000	23,197,000	11,666,000	34,863,000	1,020,000	2,166,000
<i>A Member Relations</i>	<i>4,284,000</i>	<i>1,059,000</i>	<i>5,343,000</i>	<i>4,617,000</i>	<i>1,160,000</i>	<i>5,777,000</i>	<i>333,000</i>	<i>101,000</i>
A01 Regional Department, Africa	1,260,000	279,000	1,539,000	1,260,000	305,000	1,565,000	0	26,000
A02 Regional Department, Americas	651,000	181,000	832,000	663,000	204,000	867,000	12,000	23,000
A03 Regional Department, Asia and the Pacific	1,260,000	181,000	1,441,000	1,575,000	204,000	1,779,000	315,000	23,000
A04 Regional Department, Europe	630,000	279,000	909,000	630,000	305,000	935,000	0	26,000
A05 Regional Department, Middle East	0	139,000	139,000	0	142,000	142,000	0	3,000
A06 Affiliate Members and Public-Private Collaboration	483,000	0	483,000	489,000	0	489,000	6,000	0
<i>B Operational</i>	<i>6,069,000</i>	<i>1,622,000</i>	<i>7,691,000</i>	<i>6,949,000</i>	<i>2,329,000</i>	<i>9,278,000</i>	<i>880,000</i>	<i>707,000</i>
B01 Sustainable Tourism and Resilience	1,428,000	139,000	1,567,000	1,434,000	305,000	1,739,000	6,000	166,000
B02 International Development and Cooperation	966,000	17,000	983,000	978,000	20,000	998,000	12,000	3,000
B03 Statistics, Standards and Data	798,000	114,000	912,000	978,000	305,000	1,283,000	180,000	191,000
B04 Market Intelligence, Policies and Competitiveness	966,000	312,000	1,278,000	1,321,000	509,000	1,830,000	355,000	197,000
B05 Ethics, Culture and Social Responsibility	336,000	106,000	442,000	663,000	204,000	867,000	327,000	98,000
B06 Innovation, Education and Investments	630,000	828,000	1,458,000	630,000	792,000	1,422,000	0	-36,000
B07 Institutional Relations, Partnerships and Advocacy	945,000	106,000	1,051,000	945,000	194,000	1,139,000	0	88,000
<i>C Support - Direct to Members</i>	<i>7,939,000</i>	<i>2,526,000</i>	<i>10,465,000</i>	<i>8,579,000</i>	<i>3,149,000</i>	<i>11,728,000</i>	<i>640,000</i>	<i>623,000</i>
C01 Conferences Services	1,260,000	279,000	1,539,000	1,434,000	488,000	1,922,000	174,000	209,000
C02 Management ²	6,028,000	1,771,000	7,799,000	6,341,000	2,173,000	8,514,000	313,000	402,000
C03 Communications	651,000	476,000	1,127,000	804,000	488,000	1,292,000	153,000	12,000
<i>D Support - Indirect to Members</i>	<i>3,885,000</i>	<i>4,293,000</i>	<i>8,178,000</i>	<i>3,052,000</i>	<i>5,028,000</i>	<i>8,080,000</i>	<i>-833,000</i>	<i>735,000</i>
D01 Budget and Finance	1,113,000	705,000	1,818,000	1,119,000	792,000	1,911,000	6,000	87,000
D02 Human Resources	483,000	632,000	1,115,000	489,000	651,000	1,140,000	6,000	19,000
D03 Information and Communication Technology	651,000	943,000	1,594,000	663,000	1,119,000	1,782,000	12,000	176,000
D04 General Services	504,000	713,000	1,217,000	781,000	966,000	1,747,000	277,000	253,000
D05 Staff vacancies & ASEB Provisions	1,134,000	1,300,000	2,434,000	0	1,500,000	1,500,000	-1,134,000	200,000

Remarks:

¹ Before transfers. In accordance to parts/sections structure and appropriations approved originally by A/RES/758(XXV) of A/25/5.rev.2 and CE/DEC/4(CXXI) of CE/121/3(c), CE/DEC/4(CXXI) of CE/121/3(c) and CE/DEC/4(CXXII) of CE/122/3(c) and the Secretary-General proposal of structure modification at 31 December 2024. Staff costs appropriations transfers are based on annual average staff costs by category.

² C02 Management includes Office of the Secretary-General, Security, Legal Counsel, Executive Directors and Administration & Finance Director.

**2026-2027 Proposed appropriations and 2024-2025 approved, revised, proposed and adapted to current structure appropriations - Analysis of changes by parts and sections
at 31 August 2025**

Euros

Parts / sections ¹	Appropriations			Scenario C: Appropriations				
	2024-2025			2026-2027			Net increase/decrease	
	Staff	Non-staff	Total	Staff	Non-staff	Total	Staff	Non-staff
							2,516,000	
Total	22,177,000	9,500,000	31,677,000	23,197,000	10,996,000	34,193,000	1,020,000	1,496,000
A Member Relations	4,284,000	1,059,000	5,343,000	4,617,000	1,083,000	5,700,000	333,000	24,000
A01 Regional Department, Africa	1,260,000	279,000	1,539,000	1,260,000	285,000	1,545,000	0	6,000
A02 Regional Department, Americas	651,000	181,000	832,000	663,000	190,000	853,000	12,000	9,000
A03 Regional Department, Asia and the Pacific	1,260,000	181,000	1,441,000	1,575,000	190,000	1,765,000	315,000	9,000
A04 Regional Department, Europe	630,000	279,000	909,000	630,000	285,000	915,000	0	6,000
A05 Regional Department, Middle East	0	139,000	139,000	0	133,000	133,000	0	-6,000
A06 Affiliate Members and Public-Private Collaboration	483,000	0	483,000	489,000	0	489,000	6,000	0
B Operational	6,069,000	1,622,000	7,691,000	6,949,000	2,175,000	9,124,000	880,000	553,000
B01 Sustainable Tourism and Resilience	1,428,000	139,000	1,567,000	1,434,000	285,000	1,719,000	6,000	146,000
B02 International Development and Cooperation	966,000	17,000	983,000	978,000	19,000	997,000	12,000	2,000
B03 Statistics, Standards and Data	798,000	114,000	912,000	978,000	285,000	1,263,000	180,000	171,000
B04 Market Intelligence, Policies and Competitiveness	966,000	312,000	1,278,000	1,321,000	474,000	1,795,000	355,000	162,000
B05 Ethics, Culture and Social Responsibility	336,000	106,000	442,000	663,000	190,000	853,000	327,000	84,000
B06 Innovation, Education and Investments	630,000	828,000	1,458,000	630,000	741,000	1,371,000	0	-87,000
B07 Institutional Relations, Partnerships and Advocacy	945,000	106,000	1,051,000	945,000	181,000	1,126,000	0	75,000
C Support - Direct to Members	7,939,000	2,526,000	10,465,000	8,579,000	2,943,000	11,522,000	640,000	417,000
C01 Conferences Services	1,260,000	279,000	1,539,000	1,434,000	456,000	1,890,000	174,000	177,000
C02 Management ²	6,028,000	1,771,000	7,799,000	6,341,000	2,031,000	8,372,000	313,000	260,000
C03 Communications	651,000	476,000	1,127,000	804,000	456,000	1,260,000	153,000	-20,000
D Support - Indirect to Members	3,885,000	4,293,000	8,178,000	3,052,000	4,795,000	7,847,000	-833,000	502,000
D01 Budget and Finance	1,113,000	705,000	1,818,000	1,119,000	741,000	1,860,000	6,000	36,000
D02 Human Resources	483,000	632,000	1,115,000	489,000	608,000	1,097,000	6,000	-24,000
D03 Information and Communication Technology	651,000	943,000	1,594,000	663,000	1,044,000	1,707,000	12,000	101,000
D04 General Services	504,000	713,000	1,217,000	781,000	902,000	1,683,000	277,000	189,000
D05 Staff vacancies & ASEB Provisions	1,134,000	1,300,000	2,434,000	0	1,500,000	1,500,000	-1,134,000	200,000

Remarks:

¹ Before transfers. In accordance to parts/sections structure and appropriations approved originally by A/RES/758(XXV) of A/25/5.rev.2 and CE/DEC/4(CXXI) of CE/121/3(c), CE/DEC/4(CXXI) of CE/121/3(c) and CE/DEC/4(CXXII) of CE/122/3(c) and the Secretary-General proposal of structure modification at 31 December 2024. Staff costs appropriations transfers are based on annual average staff costs by category.

² C02 Management includes Office of the Secretary-General, Security, Legal Counsel, Executive Directors and Administration & Finance Director.

Annex I.12: 2026-2027 Draft budget appropriations proposal - Regular Budget

2026-2027 Draft budget appropriations proposal
at 31 August 2025
Euros

Parts / sections ²	Scenario B: Appropriations											
	Posts ¹			2026			2027			2026-2027		
	D	P	G	Staff	Non-staff	Total	Staff	Non-staff	Total	Staff	Non-staff	Total
Total	6	49	49	11,394,000	5,732,000	17,126,000	11,803,000	5,934,000	17,737,000	23,197,000	11,666,000	34,863,000
<i>A Member Relations</i>	0	13	3	2,257,000	574,000	2,831,000	2,360,000	586,000	2,946,000	4,617,000	1,160,000	5,777,000
A01 Regional Department, Africa	0	4	0	616,000	151,000	767,000	644,000	154,000	798,000	1,260,000	305,000	1,565,000
A02 Regional Department, Americas	0	1	2	324,000	101,000	425,000	339,000	103,000	442,000	663,000	204,000	867,000
A03 Regional Department, Asia and the Pacific	0	5	0	770,000	101,000	871,000	805,000	103,000	908,000	1,575,000	204,000	1,779,000
A04 Regional Department, Europe	0	2	0	308,000	151,000	459,000	322,000	154,000	476,000	630,000	305,000	935,000
A05 Regional Department, Middle East	0	0	0	0	70,000	70,000	0	72,000	72,000	0	142,000	142,000
A06 Affiliate Members and Public-Private Collaboration	0	1	1	239,000	0	239,000	250,000	0	250,000	489,000	0	489,000
<i>B Operational</i>	1	16	8	3,398,000	1,153,000	4,551,000	3,551,000	1,176,000	4,727,000	6,949,000	2,329,000	9,278,000
B01 Sustainable Tourism and Resilience	0	4	1	701,000	151,000	852,000	733,000	154,000	887,000	1,434,000	305,000	1,739,000
B02 International Development and Cooperation	0	2	2	478,000	10,000	488,000	500,000	10,000	510,000	978,000	20,000	998,000
B03 Statistics, Standards and Data	0	2	2	478,000	151,000	629,000	500,000	154,000	654,000	978,000	305,000	1,283,000
B04 Market Intelligence, Policies and Competitiveness	1	2	1	647,000	252,000	899,000	674,000	257,000	931,000	1,321,000	509,000	1,830,000
B05 Ethics, Culture and Social Responsibility	0	1	2	324,000	101,000	425,000	339,000	103,000	442,000	663,000	204,000	867,000
B06 Innovation, Education and Investments	0	2	0	308,000	392,000	700,000	322,000	400,000	722,000	630,000	792,000	1,422,000
B07 Institutional Relations, Partnerships and Advocacy	0	3	0	462,000	96,000	558,000	483,000	98,000	581,000	945,000	194,000	1,139,000
<i>C Support - Direct to Members</i>	5	14	7	4,204,000	1,559,000	5,763,000	4,375,000	1,590,000	5,965,000	8,579,000	3,149,000	11,728,000
C01 Conferences Services	0	4	1	701,000	242,000	943,000	733,000	246,000	979,000	1,434,000	488,000	1,922,000
C02 Management ³	5	8	5	3,110,000	1,075,000	4,185,000	3,231,000	1,098,000	4,329,000	6,341,000	2,173,000	8,514,000
C03 Communications	0	2	1	393,000	242,000	635,000	411,000	246,000	657,000	804,000	488,000	1,292,000
<i>D Support - Indirect to Members</i>	0	6	31	1,535,000	2,446,000	3,981,000	1,517,000	2,582,000	4,099,000	3,052,000	5,028,000	8,080,000
D01 Budget and Finance	0	3	1	547,000	392,000	939,000	572,000	400,000	972,000	1,119,000	792,000	1,911,000
D02 Human Resources	0	1	1	239,000	322,000	561,000	250,000	329,000	579,000	489,000	651,000	1,140,000
D03 Information and Communication Technology	0	1	2	324,000	554,000	878,000	339,000	565,000	904,000	663,000	1,119,000	1,782,000
D04 General Services	0	0	5	425,000	478,000	903,000	356,000	488,000	844,000	781,000	966,000	1,747,000
D05 Staff vacancies & ASEB Provisions	0	1	22	0	700,000	700,000	0	800,000	800,000	0	1,500,000	1,500,000

Remarks:

¹ D posts include from D and above posts.

² Before transfers. In accordance to parts/sections structure and appropriations approved originally by A/RES/758(XXV) of A/25/5.rev.2 and CE/DEC/4(CXXI) of CE/121/3(c), CE/DEC/4(CXXI) of CE/121/3(c) and CE/DEC/4(CXXII) of CE/122/3(c) and the Secretary-General proposal of structure modification at 31 December 2024. Staff costs appropriations transfers are based on annual average staff costs by category.

³ C02 Management includes Office of the Secretary-General, Security, Legal Counsel, Executive Directors and Administration & Finance Director.

2026-2027 Draft budget appropriations proposal
at 31 August 2025
Euros

	Scenario C: Appropriations											
	Posts ¹			2026			2027			2026-2027		
Parts / sections ²	D	P	G	Staff	Non-staff	Total	Staff	Non-staff	Total	Staff	Non-staff	Total
	104											
Total	6	49	49	11,394,000	5,529,000	16,923,000	11,803,000	5,467,000	17,270,000	23,197,000	10,996,000	34,193,000
A Member Relations	0	13	3	2,257,000	552,000	2,809,000	2,360,000	531,000	2,891,000	4,617,000	1,083,000	5,700,000
A01 Regional Department, Africa	0	4	0	616,000	145,000	761,000	644,000	140,000	784,000	1,260,000	285,000	1,545,000
A02 Regional Department, Americas	0	1	2	324,000	97,000	421,000	339,000	93,000	432,000	663,000	190,000	853,000
A03 Regional Department, Asia and the Pacific	0	5	0	770,000	97,000	867,000	805,000	93,000	898,000	1,575,000	190,000	1,765,000
A04 Regional Department, Europe	0	2	0	308,000	145,000	453,000	322,000	140,000	462,000	630,000	285,000	915,000
A05 Regional Department, Middle East	0	0	0	0	68,000	68,000	0	65,000	65,000	0	133,000	133,000
A06 Affiliate Members and Public-Private Collaboration	0	1	1	239,000	0	239,000	250,000	0	250,000	489,000	0	489,000
B Operational	1	16	8	3,398,000	1,107,000	4,505,000	3,551,000	1,068,000	4,619,000	6,949,000	2,175,000	9,124,000
B01 Sustainable Tourism and Resilience	0	4	1	701,000	145,000	846,000	733,000	140,000	873,000	1,434,000	285,000	1,719,000
B02 International Development and Cooperation	0	2	2	478,000	10,000	488,000	500,000	9,000	509,000	978,000	19,000	997,000
B03 Statistics, Standards and Data	0	2	2	478,000	145,000	623,000	500,000	140,000	640,000	978,000	285,000	1,263,000
B04 Market Intelligence, Policies and Competitiveness	1	2	1	647,000	241,000	888,000	674,000	233,000	907,000	1,321,000	474,000	1,795,000
B05 Ethics, Culture and Social Responsibility	0	1	2	324,000	97,000	421,000	339,000	93,000	432,000	663,000	190,000	853,000
B06 Innovation, Education and Investments	0	2	0	308,000	377,000	685,000	322,000	364,000	686,000	630,000	741,000	1,371,000
B07 Institutional Relations, Partnerships and Advocacy	0	3	0	462,000	92,000	554,000	483,000	89,000	572,000	945,000	181,000	1,126,000
C Support - Direct to Members	5	14	7	4,204,000	1,494,000	5,698,000	4,375,000	1,449,000	5,824,000	8,579,000	2,943,000	11,522,000
C01 Conferences Services	0	4	1	701,000	232,000	933,000	733,000	224,000	957,000	1,434,000	456,000	1,890,000
C02 Management ³	5	8	5	3,110,000	1,030,000	4,140,000	3,231,000	1,001,000	4,232,000	6,341,000	2,031,000	8,372,000
C03 Communications	0	2	1	393,000	232,000	625,000	411,000	224,000	635,000	804,000	456,000	1,260,000
D Support - Indirect to Members	0	6	31	1,535,000	2,376,000	3,911,000	1,517,000	2,419,000	3,936,000	3,052,000	4,795,000	7,847,000
D01 Budget and Finance	0	3	1	547,000	377,000	924,000	572,000	364,000	936,000	1,119,000	741,000	1,860,000
D02 Human Resources	0	1	1	239,000	309,000	548,000	250,000	299,000	549,000	489,000	608,000	1,097,000
D03 Information and Communication Technology	0	1	2	324,000	531,000	855,000	339,000	513,000	852,000	663,000	1,044,000	1,707,000
D04 General Services	0	0	5	425,000	459,000	884,000	356,000	443,000	799,000	781,000	902,000	1,683,000
D05 Staff vacancies & ASEB Provisions	0	1	22	0	700,000	700,000	0	800,000	800,000	0	1,500,000	1,500,000

Remarks:

¹ D posts include from D and above posts.

² Before transfers. In accordance to parts/sections structure and appropriations approved originally by A/RES/758(XXV) of A/25/5.rev.2 and CE/DEC/4(CXXI) of CE/121/3(c), CE/DEC/4(CXXI) of CE/121/3(c) and CE/DEC/4(CXXII) of CE/122/3(c) and the Secretary-General proposal of structure modification at 31 December 2024. Staff costs appropriations transfers are based on annual average staff costs by category.

³ C02 Management includes Office of the Secretary-General, Security, Legal Counsel, Executive Directors and Administration & Finance Director.

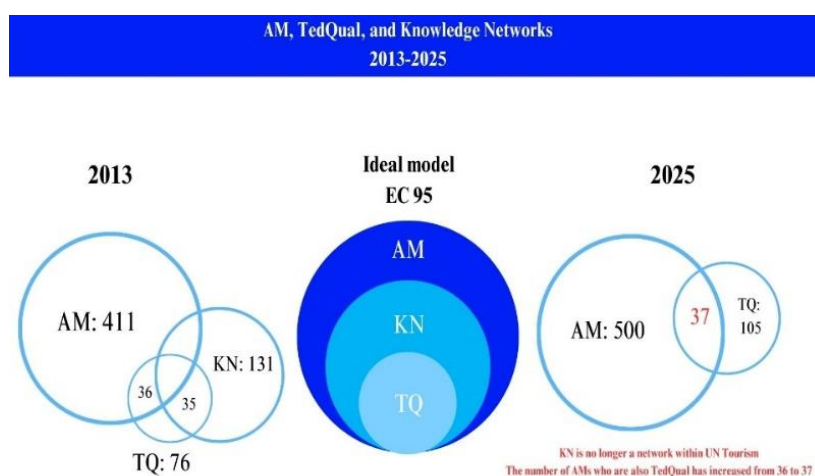
Annex I.13: Affiliate Memberships proposals

A. Deduction scheme for the Affiliate Members with Ted.Qual Certificate

1. Back in 2011, UNWTO launched the UNWTO Knowledge Network Programme (KN) - as a research structure of UNWTO, aiming at supporting tourism policy, governance and research issues of interest to UNWTO Member States.

In 2012, UNWTO Management decided that the Knowledge Network Programme should be structured within the Affiliate Members Programme and, within this context, encouraged / invited the members of Knowledge Network (KN) not yet Affiliate Members to join the Affiliate Membership in the course of 2013 and 2014. As of 1 June 2013, the Knowledge Network was composed of 135 entities, 77 of them being Affiliate Members.

2. Starting in 2000, UNWTO established the UNWTO Ted.Qual Certification, aimed at supporting the efforts for improvement of the quality of the tourism education and training programmes.
3. In 2013, the Executive Council approved the proposal of the UNWTO Tourism Secretariat to bring closer together the mentioned networks, i.e., Knowledge Network and Ted.Qual, under a joint approach and membership, in order to generate more synergies among them and to facilitate the expansion of the Affiliate Membership through the affiliation of as many members as possible of the Knowledge Network and of the UNWTO Ted.Qual certification programme, with a 33% discount on the Affiliate Membership annual fee (EUR2,400 at that time), equivalent to EUR800, as a tangible benefit for the Ted.Qual institutions that eventually decide to become Affiliate Members.
4. The foreseen and expected increase of the number of Ted.Qual members who eventually decide to join the Organization as Affiliate Members, unfortunately, has not been confirmed by the evolution recorded since then. The interest of Affiliate Members in Ted.Qual certification has not been increasing, as was expected in 2014, when this incentive scheme was adopted.
5. As of today, there are only 37 Affiliate Members that are also Ted.Qual members, a number that has been decreasing and continues doing so.
6. Moreover, the mentioned Knowledge Network no longer even exists. Given this situation, the Secretariat considers that obviously there is no longer any reason to justify the extension of the current facility of the deduction scheme and proposes to cancel this deduction starting 1 January 2026.



B. Affiliate Membership application fee break down

7. In reference to the application fee for the Affiliate Membership, previously approved by the Executive Council, in decision CE/DEC/8(CXXII), adopted at 122nd EC session (Cartagena de Indias, Colombia, November 2024), the Secretariat has continued to work on preparing the implementation phase of the application fee, starting on 1 January 2026.
8. The Application Fee shall be considered as a separate and independent amount from the mandatory contribution payable by all Affiliate Members, and as such, shall be treated as miscellaneous revenue in accordance with Financial Regulation 10.1(f).
9. The Secretariat made a detailed analysis of the costs of carrying out the checking procedure – i.e. the specific costs of all the activities carried out in this regard by the departments involved – as a basis for an adequate internal repartition of the income generated by said Application Fee within the Organization (i.e., among the regular budget and the budget of AMPW).
10. Taking into account the results of this analysis, the Secretary-General proposes that the application fee to be broken down as follows: i) 30% (EUR 285) will be allocated as a contribution to the Organization's budget, ii) 70% (EUR 665) will be assigned to the activities of the Affiliate Members Programme of Work (AMPW) responsible for the application, due diligence and verification process for the Affiliate Membership.

